



01890

MICROFICHE N°

République Tunisienne

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

CENTRE NATIONAL DE

DOCUMENTATION AGRICOLE

TUNIS

الجمهورية التونسية  
وزارة الزراعة

المركز القومي  
للتوثيق الفلاحي  
تونس

F

1

CNDA 01890

REPUBLIQUE TUNISIENNE

MINISTERE  
DE L'AGRICULTURE

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

CENTRE DE DOCUMENTATION AGRICOLE

2 - FEV. 1979

# BUDGET ECONOMIQUE 1979

## AGRICULTURE ET PECHE

M/Z

REPUBLIQUE TUNISIENNE

MINISTERE DE L' AGRICULTURE

o

UDGET ECONOMIQUE 1979

- AGRICULTURE ET PECHE -

79 : 1 NOVEMBRE 1978

O M M A I R E

— 0 —

	<u>PAGE</u>
<u>I N T R O D U C T I O N</u> .....	1
1.- <u>LA PRODUCTION</u> .....	4
La Céréaliculture .....	5
L'arboriculture .....	14
Les cultures maraichères .....	22
Les cultures industrielles .....	27
L'élevage .....	31
La pêche .....	38
2.- <u>LES POLITIQUES AGRICOLES</u> .....	41
La politique forestière et de conservation des eaux et des sols .....	42
La politique de mobilisation des eaux .....	47
La politique foncière .....	49
La recherche, la vulgarisation, la formation et le crédit .....	51
3.- <u>LES INVESTISSEMENTS</u> .....	58

A N N E X E :

Avancement des travaux de l' I N R A T

T A B L E A U X :

Tableau	Nº	1	: Evolution de la production de l'agriculture et de la pêche aux prix constants de 1972
"	Nº	2	: Actions forestières et de C.E.S.
"	Nº	3	: Situation des études d'aménagement des parcours collectifs et domaniaux.
"	Nº	4	: Situation des villages forestiers.
"	Nº	5	: Etudes pédologiques
"	Nº	6	: Création de nouveaux P.P.I.
"	Nº	7	: Assainissement
"	Nº	8	: Sauvegarde et réhabilitation
"	Nº	9	: Apurement des terres collectives
"	Nº	10	: Apurement des terres Habous soumises en Enzel
"	Nº	11	: Avancement des travaux de la réforme agraire dans les P.P.I. : 1978
"	Nº	12	: Programme 1979 des travaux de la réforme agraire dans les P.P.I.
"	Nº	13	: Effectif des sortants de 1977-78 et prévisions 1979.
"	Nº	14	: Les opérations financières
"	Nº	15	: Les crédits F O S D A
"	Nº	16	: Situation Cumulative des crédits F O S D A
"	Nº	17	: Crédits F O S D A par secteur d'activité
"	Nº	18	: Situation Cumulative des crédits bancaires

## I N T R O D U C T I O N

1/

La production agricole en valeur (exprimée aux prix constants de 1972) a enregistré une hausse de près de 11 % de 1977 à 1978. Cette hausse est inférieure à celle prévue par le budget économique 1978 (16 %) vu que la production de certains produits notamment les céréales n'a pas atteint le niveau escompté. A ce titre, il importe de signaler qu'en égard au rythme de production des céréales enregistré depuis 1977, l'objectif de production des céréales fixé à 15 millions de quintaux pour 1981 risque de ne pas être atteint. De même, l'objectif de production de la betterave à sucre de 310.000 T pour 1981 doit être révisé vers la baisse vu les problèmes de transformation qui se posent. La production de betterave de 1978 n'est que de 80.000 T. La production des autres produits peut être considérée comme étant dans les normes des prévisions du Vè Plan.

Pour 1979, la production agricole en valeur enregistrerait une hausse de 4 % par rapport à 1978. Les augmentations attendues de la production de céréales et de vigne de cuve expliqueraient cette hausse malgré la baisse prévisible de la production d'huile d'olive.

Par sous-secteur, la situation en 1979 serait à la suivante :

CEREALICULTURE : Il est prévu une production de 10 millions de quintaux soit un accroissement de 11 % par rapport à la production de 1978 sur la base de conditions climatiques semblables à celles de 1978. L'accroissement attendu proviendrait essentiellement de l'amélioration des techniques culturales et d'une utilisation plus rationnelle des moyens de production.

ARBORICULTURE : La production en valeur enregistrerait une baisse de 4 % par rapport à 1978. Cette baisse s'explique par les faibles productions d'olives à huile (400.000 T) et d'agrumes (120.000 T) attendues en 1979, étant signalé que leur production en 1978 était respectivement de 625.000 T et 220.000 T. Le saisonnement pour les olives et les disponibilités en eau limitées pour les agrumes seront à l'origine de cette baisse.

./.

La hausse attendue de la production de vigne de cuve (140.000 T en 1979 contre 70.000 T en 1978) atténuerait en partie cette baisse.

A signaler que les plantations d'olives à huile ne seront plus encouragées en 1979. L'encouragement par des crédits et des subventions concernera l'olivier de table et les arbres fruitiers.

CULTURES MARAICHÈRES: La production en valeur enregistrerait une hausse de 7 % par rapport à 1978. Une augmentation de la production de toutes les cultures maraichères est attendue.

A noter qu'une action de recherche sur les variétés productives de piment sera renforcée en 1979 de manière à disposer de variétés valables de piments et contribuer ainsi à en augmenter la production.

Par ailleurs le développement prévisible de produits maraichers de contre-saison (programme serre) milite en faveur d'une organisation plus efficace de la commercialisation extérieure.

CULTURES INDUSTRIELLES : un faible accroissement de la production est prévu compte tenu de la quasi-stagnation de la production de betterave.

ELEVAGE : La production de viande serait légèrement supérieure à celle de 1978 grâce à une meilleure production de viande bovine attendue. La production de lait enregistrerait une hausse (300.000 T contre 270.000 T en 1978) alors que celle des oeufs augmenterait de 25 % par rapport à 1978.

Le problème essentiel de l'élevage demeure lié à la distorsion constatée entre les prix à la production et les coûts de production des produits animaux. Des mesures spécifiques seront prises en 1979 pour remédier à cette situation.

PECHE : Compte tenu des nouvelles acquisitions et de l'amélioration des rendements, la production passerait de 56.000 T à 61.000 T.

A cette cadence, l'objectif de 88.000 T fixé pour 1981 semble difficile à atteindre en l'absence de mesures tendant à motiver davantage de promoteurs.

En matière d'investissements,

Le Ministère de l'Agriculture bénéficiera au cours de 1979 d'une dotation d'environ 45,5 MD (hors SONEDE) répartie entre les Investissements Directs (19,5 MD) et les Opérations Financières (26 MD). Pour 1978 cette dotation s'est élevée à 42,6 MD (23 Opérations Financières et 19,6 Investissements Directs) soit une augmentation de 9 % qui bénéficiera essentiellement aux organismes dépendant du Ministère de l'Agriculture.

A partir des données ci-dessus indiquées ainsi que de la nature des projets retenus il ressort que le Budget de 1979 est caractérisé par les éléments suivants :

Pour les Investissements Directs

1°/ Eviter un déséquilibre entre les crédits d'engagement et de paiement, en resorbant en grande partie les crédits d'engagement ouverts et non pourvus de crédits de paiement.

2°/ Pour ce qui est actions nouvelles, donner la priorité aux projets à caractère annuel et productifs à court terme.

Pour les Opérations Financières :

Cette partie du Budget a bénéficié d'une certaine priorité vu les caractéristiques inhérentes aux projets retenus à savoir :

- Des projets de vulgarisation et d'assistance directe d'une façon générale aux agriculteurs
- Des projets d'infrastructure hydraulique.

a/

1 - //\_A PRODUCTION

Les superficies emblavées ont été légèrement supérieures à celles prévues alors que la production, prévue à 12 millions de quintaux, n'a été que de 9 millions de quintaux. Toutefois, comparée à celle de la campagne 1976-1977, la production céréalière a enregistré une augmentation de 34,32 % malgré les conditions climatiques difficiles. En effet, la production de blé tendre a augmenté de 66,67 %, celle d'orge de 80 %, alors que le blé dur n'a enregistré qu'une augmentation de 18,75 %.

En ce qui concerne les semences sélectionnées, 100.000 quintaux ont été distribués dont 80.000 quintaux de semences de première génération et 20.000 quintaux de semences de deuxième génération certifiées par le laboratoire. En général, il n'y a pas eu de difficultés d'approvisionnement des agriculteurs en semences sauf peut être, et d'une façon temporaire, pour certaines variétés (dont le D - 58 - 25).

L'utilisation des engrais chimiques a enregistré une augmentation par rapport à la campagne précédente mais reste inférieure aux prévisions surtout pour le Super 16 et l'Ammonitre. En effet, et dû à la corrélation très importante entre la pluviométrie et l'utilisation de l'Ammonitre, le manque de pluies durant les mois de Novembre, Décembre et Janvier a entravé l'utilisation normale de ce produit .

	PREVISIONS 1977- 1978	REALISATIONS 1977 - 1978
SUPER 16	19.554 T	13.300 T
SUPER 45	27.700 T	30.600 T
AMMONITRE	43.384 T	33.920
T O T A L	87.638 T	77.820 T

En matière de traitement, le taux de réalisation était faible et les 240.000 Ha prévus n'ont pas été traités en totalité pour les raisons suivantes:

- Les mauvaises conditions climatiques qui ont prévalu au moment du traitement (période assez courte);
- Le manque de matériel de traitement ;
- Les prix élevés des produits, surtout les graminicides, malgré une subvention de 50 %.

Pour ce qui est des importations, elles ont porté durant l'année 1977 sur 6 millions de quintaux, mais ne porteront que sur 4,5 millions de quintaux en 1978.

TABLEAU RESSOURCES - EMPLOIS

BLE DUR + BLE TENDRE

	RESSOURCES (EN 1000 QX)		EMPLOIS ( EN 1000 QX)	
	1977	1978	1977	1978
Stock initial	2.340	2.570	Consommation	10.340
Production	5.700	7.200	Semences	1.000
Importation	5.970	4.500	Stock final	2.670
TOTAL	14.010	14.370	TOTAL	14.010

#### 1.2.- LA SITUATION DU SECTEUR CERÉALIER

Vu l'importance de la céréaliculture dans l'agriculture tunisienne un séminaire a été organisé le 16 et 17 Octobre 1978 afin d'étudier les problèmes qui se posent à ce sous-secteur et de proposer les solutions adéquates. Il ressort des conclusions de ce séminaire qu'outre la pluviométrie qui constitue un facteur influant sur le déroulement d'une campagne céréalière, d'autres facteurs non moins importants entravent le développement du secteur céréalier en Tunisie. Parmi ces facteurs, il y a lieu de noter :

./.

La préparation du sol :

La préparation du sol et certaines façons culturales ne se font souvent pas au moment opportun.

Les engrais , les semences, le désherbage :

Le niveau d'utilisation des engrais, des semences sélectionnées, des pesticides et herbicides est encore bas.

L'assolement :

L'assolement pratiqué ne permet pas une utilisation rationnelle de toutes les capacités productives du sol.

Le crédit :

Le volume global des crédits de campagne et des crédits à moyen terme est en deça des besoins nécessaires pour la modernisation du secteur.

La situation foncière :

Le morcellement et la division des exploitations constituent un frein à l'amélioration des rendements .

Les Coopératives de Services :

Les coopératives de services existantes accusent un déficit en personnel et moyens financiers les empêchant de jouer leur rôle.

Afin de remédier à cette situation, les actions suivantes doivent être consolidées :

- La Direction de la Production Végétale, l'Office des Céréales, la COCEBLE et la CCGC doivent assurer l'approvisionnement, d'une façon continue, des centres régionaux en engrais et semences.

./.

- L'O.T.D. et les U.C.P. du Nord ne doivent utiliser que des semences sélectionnées.

- L'Office des Céréales ne doit distribuer dans le Centre et le Sud, et d'une façon progressive, que des semences d'orge et de fourrage.

- Le C.R.G.R. doit préparer un programme de recherche sur les méthodes de préparation du sol et le type de machines qui s'adaptent le mieux aux régions bénéficiant de 250 à 400 mm de pluviométrie annuelle.

- L'Institut des Grandes Cultures du Kef doit intensifier ses recherches sur les grandes cultures dans les élévations du Nord-Ouest afin de trouver les variétés adaptées.

- La Direction du Génie Rural et la Direction des Ressources en Eaux et en Sols, en collaboration avec le C.R.G.R, doivent préparer une étude sur les potentialités en eau exploitables pour l'irrigation en cas de sécheresse .

- La Direction des Affaires Foncières et de Législation doit préparer un projet de loi pour la création d'un fonds de secours contre les calamités naturelles non couvertes par l'assurance.

- L'Office des Céréales doit augmenter de 3,5 millions de quintaux ses capacités de stockage avant 1981.

- La COSEM et la CCSPS doivent augmenter de 150.000 Quintaux leurs capacités de mise en boites et de conditionnement de semences.

- La nécessité d'étudier la possibilité de consolider les moyens de la SONAPROV et de la SONAM afin qu'elles puissent jouer leur rôle dans les meilleures conditions.

- La mise à la disposition de l'agriculteur d'une partie du crédit de campagne dès le début du mois de Mars afin qu'il puisse s'approvisionner en moyens de production et éviter tout encombrement en début de campagne.

- L'O.T.D. et les U.C.P. du Nord ne doivent utiliser que des semences sélectionnées.

- L'Office des Céréales ne doit distribuer dans le Centre et le Sud, et d'une façon progressive, que des semences d'orge et de fourrage.

- Le C.R.G.R. doit préparer un programme de recherche sur les méthodes de préparation du sol et le type de machines qui s'adaptent le mieux aux régions bénéficiant de 250 à 400 mm de pluviométrie annuelle.

- L'Institut des Grandes Cultures du Kef doit intensifier ses recherches sur les grandes cultures dans les élévations du Nord-Ouest afin de trouver les variétés adaptées.

- La Direction du Génie Rural et la Direction des Ressources en Eaux et en Sols, en collaboration avec le C.R.G.R. doivent préparer une étude sur les potentialités en eau exploitables pour l'irrigation en cas de sécheresse .

- La Direction des Affaires Foncières et de Législation doit préparer un projet de loi pour la création d'un fonds de secours contre les calamités naturelles non couvertes par l'assurance.

- L'Office des Céréales doit augmenter de 3,5 millions de quintaux ses capacités de stockage avant 1981.

- La COSEM et la CCSPS doivent augmenter de 150.000 Quintaux leurs capacités de mise en boites et de conditionnement de semences.

- La nécessité d'étudier la possibilité de consolider les moyens de la SONAPROV et de la SONAM afin qu'elles puissent jouer leur rôle dans les meilleures conditions.

- La mise à la disposition de l'agriculteur d'une partie du crédit de campagne dès le début du mois de Mars afin qu'il puisse s'approvisionner en moyens de production et éviter tout encombrement en début de campagne.

- L'étude de la situation actuelle de la vulgarisation par la Direction de la Production Végétale, et étude des possibilités de consolidation et de rapprochement de la vulgarisation à l'agriculteur.

- La révision de la politique des crédits quant à :

- \* L'augmentation du montant global du crédit ;
- \* L'augmentation du montant de crédit par hectare et sa révision d'une façon périodique en tenant compte de l'évolution des coûts de production ;
- \* L'augmentation de la part en espèce de 30 % à 50 % pour les C.L.C.M.

- L'agriculteur doit jouer son rôle comme étant un élément principal dans la production, et suivre les conseils des vulgarisateurs quant aux façons culturales à effectuer, les machines à utiliser, l'utilisation de semences sélectionnées à haut rendement, l'utilisation des engrais, la lutte contre les mauvaises herbes et l'application d'un assolement adéquat.

- Les moyens et petits exploitants doivent profiter davantage des moyens mis à leur disposition (crédit, encouragements divers : échange de semences, engrais, pesticides et fuel à bas prix, etc....) en adhérant aux C.L.C.M. pour le crédit et aux coopératives de service pour l'approvisionnement en moyens de production et la commercialisation.

- Les exploitants du Centre et Sud doivent se limiter à l'orge et aux cultures fourragères tout en limitant, d'une façon progressive, les superficies emblavées et les consacrer aux parcours.

### 1.3.- PREVISIONS POUR LA CAMPAGNE 1978-1979 :

Une concrétisation progressive des actions pré-citées permettrait à la production céréalière d'être moins dépendante des conditions climatiques et de s'améliorer - C'est ainsi que malgré des conditions climatiques guère meilleures prévues, une augmentation de plus de 11 % de la production céréalière est attendue pour la campagne 1978-79 par rapport à 1977-78.

Le détail des prévisions pour la campagne 1978- 1979 est  
consigné dans le tableau ci-après :

	SUPERFICIES (EN 1000 HA)			PRODUCTION (EN 1000 QX)		
	NORD	CENTRE ET SUD	TOTAL	NORD	CENTRE ET SUD	TOTAL
<u>BLE DUR</u>	<u>570</u>	<u>350</u>	<u>920</u>	<u>5,735</u>	<u>700</u>	<u>6,435</u>
- Ordinaire	290	350	640	2,555	700	3,355
- Haut rendement	280	-	280	3,080	-	3,080
<u>BLE TENDRE</u>	<u>90</u>	<u>55</u>	<u>145</u>	<u>1,250</u>	<u>275</u>	<u>1,525</u>
- Ordinaire	20	55	75	200	275	475
- Haut rendement	70	-	70	1,050	-	1,050
<u>ORGE 1</u>	<u>190</u>	<u>345</u>	<u>535</u>	<u>1,520</u>	<u>520</u>	<u>2,040</u>
<u>TOTAL</u>	<u>860</u>	<u>750</u>	<u>1,600</u>	<u>8,505</u>	<u>1,495</u>	<u>10,000</u>

Les superficies emblavées enregistreraient une augmentation dans le Nord ou elles seraient conformes aux prévisions du Vè Plan, et accuseraient une baisse dans le Centre et le Sud . Les superficies enssemencées en variétés à haut rendement augmenteraient de 55 % par rapport à la campagne 1977-1978.

Pour ce qui est de la production, le Nord contribuerait à concurrence de 85 % du total, laissant seulement 15 % pour le Centre et Sud où la céréaliculture a toujours été et continue à être une culture très aléatoire.

./.

### 1.3.1 - Les moyens de production :

#### 1.- Les semences

Pour la campagne 1978-79, les besoins en semences sélectionnées des variétés de blés à haut rendement sont estimés à 110,000 quintaux (90,000 quintaux pour le blé dur et 20,000 quintaux pour le blé tendre).

Les disponibilités en semences sélectionnées sont de 180,000 quintaux répartis comme suit :

Blé dur ordinaire	:	2.915	Qx
Blé dur haut rendement	:	136.780	Qx
Blé tendre ordinaires	:	13.172	Qx
Blé tendre haut rendement	:	27.120	Qx

Les disponibilités en semences sélectionnées pour les variétés à haut rendement (163,900 Qx) répondront largement aux besoins du pays et feront ressortir un excédent exportable. La COSSEM et la CCSPS sont appelées à promouvoir la production de semences sélectionnées tant que l'écoulement sur le marché extérieur est assuré.

#### 2.- Les engrais :

Les besoins en engrais sont estimés comme suit :

Super 16	:	13,000	T
Super 45	:	40,000	T
Ammonitre	:	45,000	T
TOTAL	:	98,000	T

Il y aurait une augmentation de 31 % dans l'utilisation du super 45 et une augmentation de 32 % dans l'utilisation de l'ammonitre par rapport à la campagne 1977-1978.

#### 3.- Le désherbage :

Les superficies traitées porteraient sur 240,000 Ha, objectif non réalisé en 1977-1978. Durant l'année 1978, l'équipement de la SONAPROV a été consolidé par l'acquisition de 5 avions. En 1979, il est prévu la consolidation du matériel d'accompagnement et l'amélioration des conditions de maintenance. Un crédit de 650,000 dinars a été alloué à cet effet.

./.

4.- L'amélioration de l'assolement :

Le programme pour 1977-1978 prévoyait la culture de 5.000 Ha de luzerne annuelle en alternance avec la culture du blé dans les zones bénéficiant d'une pluviométrie annuelle allant de 350 à 500 mm. Les réalisations n'ont porté que sur 3.200 Ha. Pour la campagne 1978-1979, les prévisions portent sur 5.000 Ha additionnels.

5.- Le stockage :

Vu la faiblesse des récoltes des deux dernières années, il n'y a pas eu de problèmes de stockage. Toutefois des capacités nouvelles sont en cours de construction par l'Office des céréales et porteront sur 100.000 quintaux. Un appel d'offre pour la construction d'une deuxième tranche a été lancé.

1.3.2. - Les légumineuses :

Les légumineuses ont gagné de l'importance en raison de leur qualité en tant que sources de protéines. Cependant elles se font souvent rares sur le marché et se vendent à des prix très élevés (pois-chiche et haricot surtout).

Les réalisations de la campagne 1977-1978 ont porté sur 94.000 Ha contre 110.000 prévus. La production était de 631.000 Qx. Les détails sont consignés dans le tableau ci-après :

	SUP. EN HA	PROD. EN QX	REND. QX/HA
Fèves et Fèveroles	54.860	399.500	7,28
Petit pois	7.400	10.000	1,35
Pois-chiche	25.900	187.500	7,23
Fenu grec	2.100	12.000	5,71
Lentille	1.100	7.000	6,36
Haricot blanc	2.500	15.000	6,00
<b>TOTAL :</b>	<b>93.860</b>	<b>631.000</b>	<b>-</b>

2 - / - ' ARBORICULTURE

°

2.1. - Situation Générale du Secteur

Au cours de la campagne 1977-1978 et à l'exception de la vigne, des abricots et des olives, la production arboricole a été conforme et même supérieure (cas des agrumes et des amandes), aux prévisions du budget économique 1978, le tableau ci-après montre à titre comparatif les dites prévisions et les réalisations de la campagne en cours.

UNITE : TONNE

E S P E C E S	PREVISIONS DU B.E 1978	REALISATION DE LA CAMPAGNE 1977/1978
Olives à l'huile	650,000	625,000
Olives de table	10,000	10,000
Raisins de cuve <sup>+</sup>	850,000 (hl)	540,000 (hl)
Raisins de table <sup>+</sup> et à sécher	32,000	15,000
Agrumes	170,000	220,000
Dattes	45,000	45,000
Amandes	30,000	35,000
Abricot	20,000	26,000
Divers	57,000	90,000

+ Récolte 1977

2.2. - Situation des principales spéculations :

1.- L'olivier :

Le récolte d'olives réalisée au cours de la campagne 1977/78 a été nettement supérieure à celle de l'an passé, 125 000 contre 85 000 Tonnes d'huile, mais en deçà de ce qui a été prévu par le budget économique 1978, 130 000 Tonnes d'huile. La répartition de cette production est la suivante :

Nord	20 000	Tonnes
Centre	35 000	Tonnes
Sud	70 000	Tonnes
<u>TOTAL</u>	<u>125 000</u>	<u>Tonnes</u>

Malgré une récolte d'olives assez faible due à la sécheresse de l'automne dernier, la production d'huile se situe aux environs de la moyenne des 8 dernières années et ce grâce à une teneur assez élevée en huile des olives, 28 à 30 %.

En ce qui concerne les huiles produites, il y a lieu de signaler la faible proportion d'huile de qualité, 30 % de super-Extra-fine contre 70 % de bouchable et lampante. La raison essentielle de cette situation semble être l'écart trop faible entre les prix payés pour chaque qualité.

Il est à remarquer par ailleurs qu'une partie importante de la production d'olives du nord et du centre du pays a été triturée à sfax à la suite du manque de crédit de campagne habituellement offert par les banquiers aux industriels du nord et du centre.

Pour ce qui est des exportations (période de 1.11.1977) au 15.8.1978) les expéditions se sont élevées à 46 558 Tonnes dont 19 000 Tonnes environ vers la C.E.E. sur des engagements totaux de 65 000 Tonnes.

Les exportations n'ont pas englobé de nouveaux marchés. A signaler par ailleurs que les engagements (portant sur de faibles quantités) avec les Pays du Moyen-Orient (IRAK, SYRIE, EGYPTE) ont été honorés.

Campagne prévisible 1978/1979. La production attendue est de l'ordre de 80 000 Tonnes d'huile soit 400 000 Tonnes d'olives. Elle est inférieure à la moyenne générale qui est de 690 000 Tonnes environ. Cette baisse est due essentiellement au fait que la campagne 1978/79 a été marquée, comme la précédente, par le manque de pluie. En plus, il faut signaler le phénomène de saisonnement des oliviers, le mauvais entretien et le vieillissement des oliveraies notamment dans le sahel.

#### Actions de promotion du secteur

Dans le cadre de la promotion de l'oléiculture, l'Office National de l'Huile a entrepris au cours de la campagne 1977/78 les actions suivantes :

./.

Régénération des oliviers : le programme spécial de la reconversion de l'olivaie du sahel a permis la régénération de 15 590 oliviers chez 395 agriculteurs, contre 24 500 pieds prévus.

Traitements phytosanitaires : Les traitements effectués contre les différents parasites de l'olivier (psylle, dacus....) par voie aérienne et terrestre ont touché près de 5.540.737 pieds.

Fertilisation des oliviers : Cette opération à grande échelle lors des années précédentes a été limitée au cours de la campagne 1977/78 à cause de la suppression de la subvention qui était accordée aux oléiculteurs pour les encourager à fertiliser leur oliviers. Ainsi 755 Tonnes seulement d'ammonitre ont été distribuées contre 2 800 Tonnes prévues.

Plantations intensives . Cette technique récemment introduite en Tunisie n'est encore pratiquée qu'à petite échelle. 7 Ha ont été plantés dans le nord du pays.

#### Formation Professionnelle :

Au cours de la campagne 77/78 des journées d'études et d'informations ainsi que des stages de recyclage ont été organisés au profit de cadres supérieurs, de cadres moyens, d'ouvriers et de producteurs.

Il s'agit de :

- Un séminaire sur l'olivier et d'autres plantes oléagineuses-cultivées en Tunisie organisé du 3 au 7 Juillet dans le Gouvernorat de Mahdia.
- 7 journées d'études et d'information ont regroupés 63 techniciens et producteurs.
- des stages des recyclage pour cadres moyens : 116 participants pendant 49 jours.
- Un stage de recyclage d'une durée globale de 69 jours pour maitre-tailleur , maitre-greffeurs et autres : 108 stagiaires

./.

- La formation d'ouvriers spécialisés : 50 chantiers ont regroupé 1 200 ouvriers
- L'initiation de producteurs aux nouvelles techniques oléicoles : 56 journées ont été organisés au profit de 25 agriculteurs.

Industrie Oleicole : Les principales réalisations concernent :

- La création d'une huilerie coopérative à Maknassy regroupant 42 adhérents et ayant une capacité de trituration d'environ 1 000 T d'olives par an.
- La création d'une unité de conditionnement d'huile d'olive à Sousse pour l'exportation sur les marchés d'extrême Orient.

Les prévisions d'exportation s'élèvent à 18.000 Tonnes en huile d'olive pure type riviera.

- Aménagement des centres de stockage de l'Office National de l'huile de Tunis, de Sousse, de Mahdia, de Sfax et de Sidi Bouzid.

Etudes et Enquêtes :

De nombreux travaux ont été réalisés au titre des études et enquêtes notamment :

- Schéma directeur de développement des industries oléicoles
- Rapport relatif à l'expérimentation du système à centrifugation continue pour l'extraction de l'huile d'olive.
- Enquête exhaustive de l'huilerie Tunisienne.
- Rapport sur la rentabilité de la cueillette mécanique
- Test de l'application de l'ammonitre sur l'olivier
- Evaluation des dégâts occasionnés par quelques ravageurs de l'olivier.

2.- La vigne de cuve

Campagne 1977/78 (récolte 1977):

La production vitivinicole a été sérieusement affectée par la sécheresse et a accusé une diminution de l'ordre de 22 % par rapport à la moyenne soit 650 000 hl contre 850 000 hl prévus par le budget économique 1978.

./.

Sur le plan commercialisation, la campagne a été bonne. En effet la totalité de nos disponibilités (stock de report + production ; soit 800 000 hl) a été commercialisée et il y a même actuellement des difficultés à honorer les contrats avec les pays clients. Sur le total de 800 000 hl, 540 000 hl ont été exportées, le reste a été absorbé par le marché local.

Pour ce qui est des principales actions de développement il faut remarquer que le programme de reconstitution du vignoble à la cadence de 2 000 Ha/an risque de ne pas être réalisé. En effet si les plantations à partir de cépages améliorateurs ne rencontrent pas de problèmes en raison de la prime accordée par l'Office National du Vin, le reste du programme démarre très lentement à cause de la réticence des viticulteurs surtout dans les zones marginales.

Le programme de recherche sur la création des zones d'appellation d'origine afin de délimiter les terrains viticoles est en continuation - 6 000 Ha ont été enquêtés. Pour ce qui est du programme de formation de tailleurs 789 ont été formés sur un total prévu de 1000.

#### Campagne 1978/79 (récolte 1978)

Compte tenu de l'état actuel de la végétation viticole à la suite des dernières vagues de chaleur, la récolte prévisible serait 70.000 Tonnes de raisins de cuve soit ~~500~~.000 hl de vin.

#### 3.- Les agrumes

La production enregistrée à partir de la campagne 1977/78 a atteint selon les dernières estimations du GIAF les 219.700 tonnes réparties comme suit :

- Natives	120.100	Tonnes	soit	54,7	%	du total
- Clémentines	29.800	Tonnes	"	13,5	%	"
- Mandarines et Wilkings	14.300	Tonnes	"	6,5	%	"
- Citrons	24.000	Tonnes	"	10,9	%	"
- Divers	<u>31.500</u>	<u>Tonnes</u>	"	<u>14,3</u>	<u>%</u>	"
<u>TOTAL :</u>	219.700	Tonnes	soit	100	%	

La maturité des fruits est avérée précoce en raison de la chaleur de l'automne dernier ce qui a entraîné une certaine accélération des expéditions donc une compétitivité relative de nos agrumes sur le marché européen. Le volume exporté s'est élevé à 52.700 Tonnes contre 31.000 Tonnes durant la campagne précédente et 35.000 Tonnes prévues par le budget économique 1978.

Pour ce qui est de la campagne 1978/79, il est attendu une production de l'ordre de 170.000 Tonnes seulement en raison des disponibilités en eau qui deviennent de plus en plus limitantes. En effet il est constaté actuellement un abaissement de la nappe auquel vient s'ajouter une diminution continue des réserves d'eau dans les barrages.

#### Actions de développement du secteur

D'une manière générale le programme d'actions techniques confié au GIAF a été entièrement réalisé à l'exception des nouvelles plantations qui n'ont pu porter que sur 47 Ha environ sur 200 Ha prévus.

Les actions de formation de tailleurs, cueilleurs et greffeurs, de désenchiement chimique des plantations, fertilisation pilote ainsi que les traitements phytosanitaires ont été accomplies en totalité et même dépassées.

#### 4.- Les Dattes

Les réalisations de production à partir de la campagne 1977/78 ont atteint 45 000 Tonnes dont 17.000 Tonnes de DEGLET-ENNOUR. Ce volume est conforme aux prévisions du budget économique 1978.

La récolte 1977/78, contrairement à celle qui la précède a été caractérisée par une certaine précocité de la production due à la chaleur prolongée durant toute la période du développement du fruit. Les dattes, par contre, ont été plus sèches que d'habitude.

Il a été également constaté des attaques de vers de dattes sur le fruit ce qui a entraîné des difficultés d'écoulement de nos produits.

Les exportations réalisées au cours de la campagne 1977/78 se sont élevées à 5.700 Tonnes dont 2.700 Tonnes conditionnées, contre 6.000 Tonnes prévues.

Pour ce qui est de la campagne 1978/79, la production attendue serait entre 45.000 et 50.000 Tonnes. Il est à remarquer par ailleurs que les 2 stations de conditionnement de dattes de Tozeur et Kebili sont opérationnelles à l'heure actuelle.

En matière d'actions de promotion du secteur il y a lieu de signaler :

- Seulement 200 Ha (sur 400 Ha prévus) ont été nouvellement plantés.
- La protection de la récolte n'a porté que sur 50 000 régimes vu le manque de pluie enregistré.
- L'essai d'échelles mécaniques n'a pas été concluant - seules des échelles hydrauliques seraient efficaces à signaler, toutefois, leur prix élevé.

#### 5.- L'Amandier et l'Abricotier

Au cours de la campagne 1977/78 il a été enregistré des productions de 35 000 et 26 000 Tonnes respectivement pour l'amandier et l'abricotier contre 25 000 et 28 000 Tonnes en 1976/77.

Par ailleurs les nouvelles plantations se sont élevées à 215 et 235 Ha respectivement pour l'abricotier et l'amandier. Pour ce qui est de la campagne 1978/79 la production serait autour de 30 000 Tonnes pour les deux spéculations.

#### 6.- Autres Fruits

Le tableau suivant montre à titre comparatif les réalisations des campagnes 1977/78 et 1976/77.

./.

UNITE : TONNE

E S P E C E S	P R O D U C T I O N 1976/77	P R O D U C T I O N 1977/78
- PRUNIERS	4 450	6 000
- PECHERS	15 400	17 000
- POMMIERS	10 150	12 000
- COGNASSIERS	5 500	7 000
- POIRIERS	11 550	13 000
- GRENADIERS	12 650	14 500
- NEFLIERS	250	300
- DIVERS	500	700

3 - / ES CULTURES MARAICHERES

3.1- Résultats de la campagne 1977 - 1978

SPECULATION	PREVISIONS V <sup>e</sup> PLAN		PREVISIONS BUD. ECO		REALISATIONS	
	Sup.(ha)	Prod.(T)	Sup.(ha)	Prod.(T)	Sup.(ha)	Prod.(T)
Tomate	18,500	300,000	18,850	300,000	17,000	280,000
Pomme de terre	10,500	150,000	13,440	105,000	9,700	105,000
Piment	14,500	130,000	14,660	130,000	13,500	130,000
Melon et Pastèque	17,250	239,000	15,270	220,000	15,000	230,000
Artichaut	2,400	15,000	2,830	15,000	2,800	16,000
Oignon	6,500	88,000	7,550	110,000	7,000	95,000
Divers	18,900	212,000	15,770	190,000	18,500	205,000
<b>TOTAL :</b>	<b>88,650</b>	<b>1115,000</b>	<b>88,380</b>	<b>1071,000</b>	<b>83,500</b>	<b>1,051,000</b>

D'une manière générale, les réalisations de la campagne 1977- 1978 n'ont pas été loin des prévisions du Budget Economique 1978 ni de celles du V<sup>e</sup> Plan tant en matière de superficies qu'en matière de production. La tomate reste cependant une exception.

En effet, la production de tomate a accusé une baisse de 12,5 % par rapport à la campagne précédente, la cause principale étant la capacité de transformation limitée des usines.

Toutefois, d'autres facteurs peuvent expliquer cette baisse à savoir les prix fixés sont jugés comme étant trop bas par les agriculteurs pour les tomates fraîches destinées à la transformation et par les industriels pour le concentré et les prix non compétitifs sur le marché international.

Ce qu'il faut remarquer c'est que la tomate reste une spéculation à encourager et des solutions efficaces doivent être trouvées au problème de la transformation.

Pour ce qui est de l'écoulement sur le marché extérieur, une étude sur les coûts de transformation est nécessaire afin de trouver si ces coûts sont compressibles.

- La campagne de pomme de terre s'est déroulée dans de bonnes conditions, les rendements étaient supérieurs à ceux prévus (10,8 T/Ha contre 7,8 /Ha prévus par le Budget Economique 1978). La soudure sera assurée à partir des quantités stockées. Les semences importées étaient de 11 200 T dont 50 % de Spunta.

Quantités de semences de pomme de terre importées :

1975-1976	:	9,282	Tonnes	dont	5,462	Tonnes	de	Spunta
1976-1977	:	6,690	"	"	4,925	"	"	"
1977-1978	:	11,200	"	"	5,503	"	"	"

Il est à signaler qu'un crédit de 15,000 Dinars a été alloué en 1978 au projet de production locale de semences de pomme de terre. Ce crédit a été destiné à l'achat d'équipement.

Les artichauts n'ont pas été épargnés des problèmes de transformation ni des problèmes d'écoulement sur le marché extérieur à cause des frais d'approche très élevés au niveau de l'exportation.

Pour la piment, l'objectif de 130 000 Tonnes a été atteint malgré le phénomène de dégénérescence des semences locales. Les institutions spécialisées (I N R A T) sont appelées à multiplier et vulgariser les semences de base dont elle disposent.

En matière de commercialisation interne, le tableau ci-dessous contient les quantités commercialisées au marché de gros de Tunis durant les deux premiers trimestres de 1977 et de 1978.

PRODUITS MARAICHERS COMMERCIALISES  
AU MARCHE DE GROS DE TUNIS

UNITE : LA TONNE

	1 <sup>er</sup> TRIMESTRE 77	1 <sup>er</sup> TRIMESTRE 78	2 <sup>e</sup> TRIMESTRE 77	2 <sup>e</sup> TRIMESTRE 78
Tomate	416,9	685,3	3.223,2	3.979,9
P. de terre	5.259,6	978,7	5.377,6	4.800,7
Piment	29,2	150,0	1.290,3	1.211,9
Melon et pastèque	-	0,1	1.035,7	956,7
Artichaut	1.404,7	2.015,5	479,4	2.670,2
Oignon sec	5,2	72,1	10,3	1.212,1
Oignon vert	1.766,5	2.419,6	3.946,6	3.552,2

3.2. - Serriculture :

La serriculture connaît un essor sans précédent, à juger de l'évolution des superficies sous-serres :

1975	:	3	HA
1976	:	11	HA
1977	:	56	HA
1978	:	105	HA

Les principales cultures restent la tomate avec 46 Ha et le piment avec 41 Ha, soit 83 % de la superficie totale sous serres. Le tableau ci-dessous contient la ventilation des 105 Ha par spéculation :

./.

SPECULATION	SUP. (HA)	%
Tomate	45,7	43,28
Piment	43,28	41,05
Melon	12,12	11,48
Concombre	2,15	2,00
Pastèque	0,1	0,08
Aubergine	0,73	0,70
Courgettes	0,24	0,22
Haricot	0,17	0,16
Divers	0,95	0,90
Inutilisé	0,14	0,13
<b>TOTAL</b>	<b>105,55</b>	<b>100 %</b>

La répartition des 105,55 Ha par gouvernorat est consignée dans le tableau ci-après :

GOUVERNORAT	SUP. (HA)	%
Nabeul	26,71	25,30
Sousse	25,51	24,17
Sfax	15,23	15,38
Monastir	21,00	19,90
Bizerte	7,36	6,96
Gabès	2,53	2,40
Siliana	0,09	0,09
Jendouba	1,33	1,26
Le Kef	0,05	0,05
Tunis	0,95	0,91
Zaghouan	2,24	2,12
3éja	0,17	0,16
Mahdia	1,38	1,30
<b>TOTAL :</b>	<b>105,55</b>	<b>100 %</b>

L'écoulement des produits au niveau du marché interne reste relativement limité. Au niveau du marché international, les produits tunisiens profitent de leur précocité pour s'approprier, pour une certaine période, le marché qui est concentré presque exclusivement sur l'Europe et en particulier la France. Il est à signaler qu'une étude approfondie du marché international, et des campagnes publicitaires sont nécessaires pour diversifier la destination de nos produits, en plus de l'amélioration du circuit de commercialisation. A cet effet le G I L est appelé à organiser la commercialisation des produits hors-saison.

Concernant les prévisions pour la campagne 1978-1979, elles portent sur une évolution des superficies sous serres qui s'élèveront à 150 Ha.

### 3.3.- Situation Prévisible en 1978-1979

SPECULATION	PREVISIONS DU V <sup>e</sup> PLAN		PREVISIONS DU BUD. ECO.	
	Sup. (Ha)	Prod. (T)	Sup. (Ha)	Prod. (T)
Tomate	19,000	335,000	19,000	320,000
Pomme de terre	11,200	135,000	10,500	120,000
Piment	14,700	135,000	14,200	135,000
Melon et pastèque	17,500	250,000	16,500	240,000
Artichaut	2,600	19,000	3,000	18,000
Oignon	7,000	95,000	7,000	95,000
Divers	19,100	220,000	19,000	220,000
<b>TOTAL :</b>	<b>91,100</b>	<b>1189,000</b>	<b>89,200</b>	<b>1,148,000</b>

La production de 1978-1979 enregistrera une augmentation de 9,23 % par rapport à celle de 1977-1978 alors que les superficies enregistreront une augmentation de 6,83 %. Il y a aura une augmentation de la production de toutes les spéculations sauf celle des oignons qui restera stationnaire en raison de la bonne récolte réalisée en 1977-1978.

#### 4 - LES CULTURES INDUSTRIELLES

— ° —

##### 4.1.- La betterave à sucre :

L'augmentation de la transformation de l'usine de Béjà ou la construction d'une nouvelle usine (études en cours par le C.N.E.A. et le C.N.E.I.) sera appelée à résoudre les problèmes de la culture de la betterave à sucre en Tunisie.

En effet, la production de 1977-1978 a accusé une baisse de 32 % par rapport à la production record de 1976-1977, année où le problème de la transformation de la betterave s'est posé d'une manière très aigüe. Durant la campagne 1977-1978 il a été constaté une diminution de 27 % dans les superficies et de 7 % dans les rendements dûs essentiellement à un manque de pluies en début de campagne.

Les superficies réalisées étaient de 2.635 Ha contre 3.006 Ha prévus. La production, qui était de 80.000 Tonnes, correspond à la capacité de transformation de l'usine de Béjà, estimée à 1.200 Tonnes/jour durant 70 jours, soit 84.000 Tonnes par campagne.

Les prévisions pour la campagne prochaine restent très loint des prévisions du Vè plan et resteront ainsi tant que le problème de la capacité de transformation n'est pas résolu. D'ailleurs, et compte tenu du délai d'étude, d'exécution des travaux, etc..., l'augmentation de la capacité de transformation ne se réalisera pas avant 1981, ce qui implique que l'objectif de 310.000 Tonnes prévu par le Vè Plan à l'horizon 1981 ne sera pas réalisé et devra être révisé vers la baisse. L'objectif de production ne doit pas dépasser la capacité de transformation (84.000 Tonnes).

./.

PREVISIONS POUR 1978 - 1979

GOUVERNORAT	SUPERFICIE EN HA			PRODUCTION EN T		
	En sec	en Irrig.	Total	En sec	En irrig.	Total
Béjà	236	569	805	4.480	17.600	22.080
Jendouba	-	1.805	1.805	-	57.300	57.300
Bizerte	280	-	280	5.320	-	5.520
<b>TOTAL :</b>	<b>516</b>	<b>2.419</b>	<b>2.935</b>	<b>9.800</b>	<b>74.900</b>	<b>84.700</b>

Les 2.935 Ha seront répartis entre :

Privés : 1.307 Ha  
O.T.D. : 1.628 Ha

4.2. - Le Tabac :

La conclusion de l'accord entre la Tunisie et l'Algérie concernant la vente du tabac soufi à l'Algérie a porté les superficies emblavées en tabac à priser à 882 Ha répartis entre Nabeul (817 Ha) et Gabès (65 Ha). La production réalisée en tabac à priser était de 2.000 Tonnes.

Pour le tabac à fumer, les réalisations étaient de 3.300 Ha emblavés contre 4.200 Ha prévus, la production était de 2.700 Tonnes. Les pluies de Mars - Avril ont retardé l'opération de répiquage.

REALISATIONS 1977 - 1978

	SUP. ( HA	PROD. (T)
TABACS A FUMER	3.300	2.700
TABACS A PRISER	882	2.000
<b>TOTAL :</b>	<b>4.182</b>	<b>4.700</b>

./.

La répartition des 3,300 Ha de tabac à fumer par gouvernorat est la suivante :

GOUVERNORAT	SUP. (HA)	PROD. (T)
NABEUL	300	400
BIZERTE	350	300
BEJA	650	600
JENDOUBA	2,000	1,400
<u>TOTAL :</u>	3,300	2,700

La consommation locale est estimée à 6,700 Tonnes de tabac à fumer et 600 Tonnes de tabac à priser. Il en résulte que la Tunisie accuse toujours un déficit important (60 % en 1977 - 1978) en tabac à fumer alors que pour le tabac à priser elle a enregistré un excédent exporté.

PREVISIONS POUR 1978-1979

	SUP. (HA)	PROD. ( T )
TABAC A FUMER	4,000	3,400
TABAC A PRISER	1,000	2,200
<u>TOTAL :</u>	5,000	5,600

La R.N.T.A. ne cesse d'encourager les agriculteurs à pratiquer la culture du tabac d'autant plus que c'est une culture très rémunératrice. Le bénéfice net par hectare est estimé à 350 Dinars. La R.N.T.A. distribue les engrais gratuitement aux tabaculteurs qui réalisent un rendement supérieur au rendement moyen de leur région. Les produits de traitement sont distribués gratuitement. Toutes ces mesures laissent prévoir que la culture du tabac connaîtra certainement un essor rapide.

#### 4.3. - Tournesol :

Les conditions naturelles de la campagne 1977 - 1978 étaient favorables à la culture du tournesol. Près de 5.400 Ha ont été emblavés dont 1.171 Ha sous contrat avec l'O.N.H.

La production est estimée à 2.180 Tonnes, correspondant à un rendement moyen de 4 quintaux à l'hectare.

D'une manière générale, les principaux problèmes qui se posent à la culture du tournesol sont le manque d'eau en pleine période de végétation (Juin) et les attaques des moineaux.

Les prévisions pour la campagne prochaine portent sur 4.000 Ha sous contrat avec l'O.N.H.

#### 4.4. - Le coton :

Les essais qui ont redémarré en 1976-1977 par le C.R.G.R. sur 5 Ha se poursuivent et les résultats sont concluants.

Pour la campagne 1977-1978, les prévisions qui portaient sur 240 Ha n'ont pas été réalisées à cause du retard dans l'approvisionnement en semences.

L'importance de cette culture dans le développement de l'industrie textile est considérable. Une étude menée par le C.R.G.R. et l'INRAT a montré que le coût de production du coton en Tunisie est de 0,674 D.

#### 4.5. - Le Lin.

Les superficies réalisées en 1977-1978 sont de 575 Ha. Cependant, la production d'huile de lin est faible. Il serait intéressant de promouvoir cette culture d'autant plus que l'écoulement est assuré et l'infrastructure de transformation existe.

5 - / ' ELEVAGE

°

5.1 - LES EFFECTIFS :

Les conditions climatiques de cette campagne ont eu de mauvaises répercussions sur l'ensemble du secteur de l'élevage, notamment les effectifs des animaux qui ont été sérieusement touchés par les abattages excessifs constatés de très jeunes animaux et de femelles.

A titre de rappel, l'enquête agricole de base de 1977 a donné les effectifs suivants :

UNITE : 1 000 TETES

E S P E C E	EFFECTIF	1977
<u>BOVINS</u>	905,7	
- Vaches et génisses pleines	478,8	
- Autres génisses et velles	185,6	
- Veaux jusqu'à 2 ans	160,4	
- Autres bovins	80,9	
<u>OVINS</u>	5.060,9	
- Brebis	3.737,5	
- Agnelles et Antenaises	1.757,3	
- Autres ovins	566,1	
<u>CAPRINS</u>	1 084,2	
<u>EQUINS ET ASSINS</u>	340	
<u>CAMELINS</u>	78	

En matière d'aviculture, l'entrée en production du projet industriel de Tabarka et le complexe avicole de l'O.T.D. va permettre de faire passer l'effectif d'élevage industriel de 15 millions en 1977 à environ 19 millions de têtes en 1978 et probablement davantage en 1979, de sorte que la ventilation serait la suivante :

TYPE D' ELEVAGE	1976	1977	1978
Aviculture traditionnelle	4 000	4 000	4 000
Aviculture industrielle			
- Poulets de chair	13 000	13 350	18 000
- Poules pondeuses	804	1 420	1 485

#### 5.2. - LA PRODUCTION ANIMALE

La production de viande pour une année donnée se calcule à partir des effectifs de l'année antérieure. Se basant sur les effectifs de l'année 1977 et utilisant le "modèle d'estimation de la production animale", les calculs ont montré que la production de viande qui serait enregistrée en 1978 est légèrement supérieure à ce qui a été prévu dans le cadre du budget économique. La ventilation de cette production par type d'élevage est la suivante :

UNITE : TONNE DE POIDS VIF

TYPE DE VIANDE	REALISATIONS	PREVISIONS	REALISATIONS
	1977	1978	1978
BOVINE	65 000	67 000	67 000
OVINE	67 000	64 000	64 000
CAPRINE	13 000	13 000	14 250
AUTRES	5 000	5 000	5 000
VOLAILLES *	35 000	35 000	38 740
TOTAL	183.000	184.000	189.000

\* La production de viande de volailles d'une année donnée tient compte de l'effectif de cette année là et non de la précédente.

Pour ce qui est du lait, la production de cette année (1978) ne serait que de l'ordre de 270.000 Tonnes contre 285.000 Tonnes prévues par le Budget Economique 1978 et ce en raison des abattages de femelles d'une part et surtout de la diminution des rendements unitaires causée par l'alimentation d'autre part.

La production d'oeufs pour cette année serait dans les normes (510 millions d'unités). En ce qui concerne l'année prochaine elle pourrait augmenter de l'ordre de 20 % au regard à l'entrée en production des nouveaux projets (Tabarka et OTD).

### 5.3.- LA PRODUCTION FOURRAGERE

Les superficies fourragères estimées sont de l'ordre de 240.000 Ha dont environ 107.000 Ha de foin qui est cultivé presque en totalité dans le nord du pays. La production de foin serait de l'ordre de 400.000 Tonnes ce qui représente un déficit d'à peu près 100 000 Tonnes par rapport aux besoins du cheptel national.

Afin de pouvoir subvenir à ces besoins il a été procédé, au cours de cette campagne à l'importation de 57.000 Tonnes de bouchons de luzerne ainsi que 3.000 Tonnes de foin. Seulement 7 à 10.000 Tonnes des bouchons de luzerne ont été vendus aux agriculteurs. Un effort reste à faire pour les vulgariser auprès des éleveurs.

### 5.4.- ACTIONS DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR

#### A) Recommandations Générales.

Comme il ressort des conclusions du séminaire sur l'élevage tenu le 16 et 17 Octobre 1978, le développement du secteur de l'élevage d'une manière générale et la réalisation des objectifs du Vè Plan en matière de produits animaux plus particulièrement nécessitent la mise en oeuvre des mesures suivantes :

./.

1.- Au niveau de la production :

a) La production fourragère :

L'augmentation de la production fourragère repose sur les considérations suivantes :

- L'orientation des cultures fourragères selon les données spécifiques de chaque région
- Le remplacement de la jachère pratiquée surtout dans le nord du pays par des cultures fourragères appropriées.
- L'utilisation des zones marginales céréalières en cultures fourragères.
- L'option progressive vers un équilibre entre les ressources fourragères et l'effectif du troupeau sur l'exploitation.
- La protection des parcours naturels et la constitution de stocks de réserve pour les périodes de sécheresse.

Afin de mettre ces mesures en pratique les organismes suivants sont appelés à :

- Pour ce qui est de l'Union Nationale des Agriculteurs, il s'agit d'inciter les agriculteurs à :

- \* Introduire les cultures fourragères dans les assolements, surtout dans le nord du pays.
- \* Réserver les superficies nécessaires à l'alimentation de leurs bétails.
- \* S'adonner à la pratique de l'ensilage.
- \* Remplacer la culture du blé dans certaines régions du centre et du sud par l'orge et par les cultures fourragères appropriées.

- Pour ce qui est des organismes relevant du Ministère de l'Agriculture :

- \* L'Office de l'Elevage et des Pâturages est appelé à mettre à la disposition des agriculteurs les semences de cultures nécessaires (Medicago, luzerne.....) leur permettant de créer des prairies naturelles.
- \* La Direction de la production animale doit intensifier la vulgarisation de la pratique d'ensilage.

b) - Les aliments concentrés :

Pour développer la production d'aliments concentrés il est nécessaire de :

- Multiplier les recherches en vue d'introduire dans les formules alimentaires davantage de produits de substitution produits localement.
- Promulguer une loi réglant la production d'aliments concentrés et fixant leur prix de vente.
- Créer un laboratoire de contrôle de la qualité de ces aliments :

2.- Au niveau de la commercialisation :

Afin d'assainir les circuits de commercialisation des produits de l'élevage, il y a lieu d'envisager les mesures suivantes :

1°/ En matière de viande :

- L'Union Nationale des agriculteurs est appelée à inciter les éleveurs à constituer des coopératives de service.
- La Société ELLOUHOM devrait créer les magasins, et constituer des stocks de viandes pour les écouler sur le marché quand les prix augmentent .

- En matière de prix il y a lieu de remarquer que la taxation du prix de la viande ovine n'est plus nécessaire et le fait de la laisser obéir à la loi de l'offre et de la demande serait plus efficace.

Pour ce qui est du prix de la viande bovine il serait opportun de l'actualiser en fonction des coûts de production.

## 2°/ En matière de lait et de ses dérivés :

Il est nécessaire de :

- Réviser le prix du lait en fonction de son coût de production
- Différencier entre les prix du lait frais et celui importé (en poudre),
- Instaurer une taxe sur le lait en poudre importé et l'utiliser pour encourager la production de lait frais
- Encourager la création de centres de collecte du lait frais.

## B - Les Projets de Développement du Secteur :

### 1) - LE PROJET RURAL INTEGRE DE LA REGION DE SEDJENANE :

Le programme de création de prairies prévu par le projet est en cours de réalisation ce qui porterait le total des actions du projet jusqu'à ce jour à près de 2 10.000 Ha.

#### - Le projet Chenchou :

Un retard a été constaté dans l'exécution des travaux de construction de l'usine de déshydratation de luzerne et de concentré. N'ayant pu avoir lieu en Mars 1978 comme prévu, la fin de travaux est reportée pour le premier trimestre 1979.

#### - Projet de stocks fourragers dans les périmètres publics du centre et du sud :

Le programme d'emblavures de 200 Ha de fourrages a été réalisé au cours de la campagne en cours. Il est prévu le même programme pour la campagne prochaine.

Projets de production animale :

Au cours du 1er semestre 1978 le projet FAO SIDA de l'OEP a pu fournir à peu près 4 000 têtes d'animaux maigres aux éleveurs et commercialisé environ 5 300 animaux engraisés sur un total général de 24 000 Têtes prévu pour cette année. Son programme d'ensilage a couvert 7 500 Ha. Par ailleurs, le projet tirant à sa fin, les discussions sont en cours sur les modalités de relève.

L'objectif de 3 800 génisses pleines du projet Tuniso-Canadien d'El Habibia a été réduit à 2 000 et ce en raison de l'éloignement de leurs centres d'actions et du manque de superficies fourragères de ces centres.

En matière d'apiculture il semble que l'objectif de 17 Tonnes de miel prévues pour 1978 est réalisable. A signaler enfin que l'apiculture ne souffre pas de problèmes majeurs et constitue une des réussites de l'OEP.

S - /\_A P E C H E

— ° —

Le premier semestre de l'année 1978 a été caractérisé par des conditions climatiques assez défavorables réduisant ainsi le nombre de sorties des pêcheurs. A cela est venu s'ajouter le retard dans les acquisitions des engins de pêche. La production qui a été enregistrée durant cette période n'a été que de 22 000 Tonnes contre 23 000 Tonnes au cours de la même période de l'année 1977.

Cependant le second semestre aura une activité beaucoup plus importante de sorte qu'une production totale pour l'année 1978 de l'ordre de 56 000 Tonnes est attendue, ce qui serait en légère progression par rapport à l'année passée.

Pour ce qui est de l'année 1979 une production de 61 000 Tonnes semble être réalisable. Le tableau suivant résume la situation des années 1977 - 1978 et 1979.

UNITE : TONNE

TYPE DE PECHE	REALISATION	PREVISION	PREVISION
	1977	1978	1979
Pêche au chalut	13 000	11 000	13 000
Pêche côtière	24 000	24 000	25 000
Pêche au feu	15 000	17 000	18 500
Pêche lagunaire	1 300	1 200	1 300
Pêche au thon	1 000	1 200	1 400
Pêche aux crustacés	1 000	1 200	1 200
Pêche aux éponges	70	90	90
Pêche aux corails	10	10	10
Coquillage	300	300	500
<b>TOTAL :</b>	<b>55 500</b>	<b>56 000</b>	<b>61 000</b>

./.

Etat de la flotille :

Les nouvelles acquisitions d'unités de pêche au titre de l'année 1978 n'ont porté à ce jour que sur 7 chalutiers, 1 lamparo et 44 barques côtières contre 14, 15 et 55 respectivement prévus par le budget économique 1978 de sorte que la composition des équipements de la flotte devient la suivante :

TYPE D'EMBARCATION	1976	1977	1978
Chalutiers	200	213	220
Lamparos	195	205	206
Barques côtières	5 387	5 543	5 587
Thonniers	3	4	5

Actions à mettre en oeuvre pour le développement du secteur1.- Recherche :

En matière d'aquaculture il y a lieu de signaler que le reste de l'année 1978 et l'année 1979 verront la continuation des études de comportement des espèces selon le milieu d'élevage, à savoir :

- Le contrôle des pontes des carpes
- L'empoisonnement en muges et loups de la station akarite (Gabès).

En matière de pollution marine les recherches sont en cours sur l'étude et la surveillance des métaux et des hydrocarbures dans les organismes marins.

Le dépouillement du questionnaire sur l'inventaire des agents polluants prévu pour 1978 n'est pas encore achevé.

## 2.- Vulgarisation

Un certain nombre d'actions de vulgarisation ont été réalisées. Il s'agit de :

- L'opération chalut à grande ouverture qui consiste en la confection de 10 chaluts et leur essai par les pêcheurs. Cette opération a été réalisée par l'office national des pêches en collaboration avec la FAO et la RFA. Les résultats ont été très satisfaisants.

- La vulgarisation de la pêche électrique et des chalutiers à 4 faces (des sardiniers), réalisée par l'ONP en collaboration avec la FRANCE.

- La vulgarisation de techniques nouvelles de pêche notamment la pêche aux poulpes.

- L'installation de 2 émetteurs récepteurs (1 à Bizerte et 1 à Zarzis) pour assurer la communication terre-mer.

- L'opération mass-média. Environ 15 émissions de Radio et de Télévision ont été réalisées.

## 3.- Formation

Environ 1 000 jeunes ont été scolarisés au cours de 1978 et 500 à 600 diplômés seront mis sur le marché de l'emploi.

En ce qui concerne les actions retenues pour l'année 1979, elles seraient de même nature que celles réalisées en 1978.

2 - LES POLITIQUES AGRICOLES

## 1/- LA POLITIQUE FORESTIERE ET DE CONSERVATION DES EAUX ET DES SOLS

Les principales orientations du Vè Plan en matière de politique forestière sont les suivantes :

- La concentration des actions forestières et de CES sur des zones d'intervention prioritaire, compte tenu du degré d'érosion et des infrastructures à protéger (barrages notamment).
- L'intégration des actions avec celles du Développement Agricole (regroupement des populations vivant dans le domaine forestier sur des zones aménagées, motivation des agriculteurs à participer aux travaux de reboisement et de CES).
- La mise en oeuvre de mesures préventives de lutte contre l'érosion.

Dans le cadre de ces orientations, les travaux de forestation prévues intéressent le reboisement de production sur une superficie de 20.000 Ha, le reboisement de protection sur 19.000 Ha dont près de 4.000 Ha de fixation de dunes et la conservation des eaux et des sols sur 42.000 Ha.

Au cours des années 1977 et 1978, les réalisations ont été conformes aux prévisions et pour certaines actions telles que les travaux d'infrastructure, la protection des forêts, les reboisements, les travaux de CES, les réalisations enregistrées ont largement dépassé les prévisions. A signaler, toutefois, que l'action relative aux améliorations pastorales a enregistré un léger retard.

Le détail des réalisations 1977 et 1978 et les prévisions pour 1979 est consigné au tableau N° 2.

Outre les travaux indiqués, il y a lieu de faire le point des autres actions entreprises en la matière :

./.

### 1.1.- Chantiers du service national :

Deux projets de Conservation des Eaux et du Sol et de lutte contre les inondations, l'un à Maknassy (Gouvernorat de Sidi Bouzid) et l'autre à Hammamet - Oued Baten - (Gouvernorat de Nabeul) sont en cours de réalisation par le canal du Service National avec l'assistance technique et la collaboration des services de la direction des forêts.

Les résultats obtenus sont très encourageants ; c'est pourquoi la formule a été étendue, en 1979, au projet de Sidi Saâd, dans le gouvernorat de Kairouan.

### 1.2.- Aménagement des parcours collectifs et domaniaux :

Le 5<sup>ème</sup> Plan a prévu en matière d'amélioration des parcours collectifs et domaniaux; l'étude d'aménagement de 22.900 Ha de terrains de parcours par an (définition de la charge à l'hectare, période et rotation des parcours) ainsi que la création annuelle de réserves pastorales sur 2.000 lit.

En ce qui concerne les études d'aménagement, il est permis de dire que les réalisations accomplies sont relativement encourageantes et dépassent largement les prévisions.

Mais il n'en est pas de même pour la phase exécution où un certain retard est enregistré dans les réalisations, dû essentiellement aux moyens financiers très limités et à la lenteur de la procédure de délimitation de ces parcours.

La situation, par périmètre, des études réalisées dans le domaine de l'aménagement des parcours collectifs et domaniaux est consigné au tableau N° 3.

### 1.3.- Etat d'Avancement du Programme des villages forestiers

Le programme se compose de deux activités bien distinctes : les activités de planification et celles d'exécution.

#### - Les Activités de Planification

Elles sont du ressort des services techniques centraux de la Direction des Forêts.

Depuis la mise en oeuvre du 5ème Plan, les Services Spécialisés de la Direction des Forêts ont élaboré - en plus de plusieurs études antérieures concernant notamment Jendouba - un avant projet pour le village de Hammam Biada dans le gouvernorat de Siliana, ainsi que deux études d'aménagement spécial : l'une pour la délégation de Nefza et l'autre pour la Khroumirie.

Une troisième étude est en cours de réalisation pour les délégations de Rohia, Makthar et Bergou du gouvernorat de Siliana.

L'objectif de ces études est de concevoir des schémas d'aménagement rural permettant à la Direction des Forêts d'orienter les actions financées sur le programme du développement rural vers des projets compatibles avec la politique socio-économique de la Direction des Forêts.

#### - Les activités d'exécution :

Les activités d'exécution sont de la compétence des Arrondissements forestiers en collaboration étroite avec les responsables du Développement rural, les autorités régionales et les services spécialisés de la Direction des Forêts.

Si plus de la moitié des travaux de construction a été réalisés, les actions en matière d'amélioration des moyens d'existence accusent un léger retard. Ceci est dû à la priorité accordée par les autorités locales et régionales à la construction.

### 1.5.- Le Problème Institutionnel :

Les contraintes rencontrées par l'Administration forestière dans l'accomplissement de sa mission ont incité les responsables à prévoir des moyens institutionnels suffisants en vue de faire face à l'ampleur de la mission.

En effet, la réalisation de l'important programme retenu par le Vè Plan implique une restructuration intégrale de la Direction des Forêts devant répondre aux conditions suivantes :

- permettre une certaine souplesse de la gestion
- répondre à l'objectif de déconcentration et de décentralisation.
- permettre une meilleure intégration des activités forestières et de conservation de la nature.

Dans ce cadre, il est proposé la création de cinq Offices Régionaux des forêts qui seraient implantés dans les grandes régions naturelles ou économiques du pays.

### 1.5.- Le Problème Institutionnel :

Les contraintes rencontrées par l'Administration forestière dans l'accomplissement de sa mission ont incité les responsables à prévoir des moyens institutionnels suffisants en vue de faire face à l'ampleur de la mission.

En effet, la réalisation de l'important programme retenu par le Vè Plan implique une restructuration intégrale de la Direction des Forêts devant répondre aux conditions suivantes :

- permettre une certaine souplesse de la gestion
- répondre à l'objectif de déconcentration et de décentralisation.
- permettre une meilleure intégration des activités forestières et de conservation de la nature.

Dans ce cadre, il est proposé la création de cinq Offices Régionaux des forêts qui seraient implantés dans les grandes régions naturelles ou économiques du pays.

## 2/- LA POLITIQUE DE MOBILISATION DES EAUX

Les principaux objectifs assignés au secteur hydraulique en 1981 par le Vè Plan sont les suivants :

- assurer la sauvegarde et la réhabilitation des périmètres irrigués sur 33.000 Ha ;
- assurer l'équipement de 34.000 Ha de nouveaux périmètres publics ;
- encourager l'équipement de 7.500 Ha de périmètres privés ;
- assainir les sols sur une superficie de 17.100 Ha

Pour réaliser ces objectifs, différentes actions sont entreprises depuis le début du Vè Plan et il est permis de dire que le rythme des réalisations est assez satisfaisant.

Ces actions concernent principalement les études et les travaux d'infrastructure hydro-agricoles.

### 2.1.- Les études

Les principales études d'inventaire des sols et pédologiques de détail réalisées en 1977 et 1978 et prévues pour 1979 sont consignées au tableau N° 5.

En matière de géomorphologie, deux études ont été entreprises au cours de 1977 et 1978.

La première relative à l'érosion et concerne l'élaboration d'une carte au  $\frac{1}{200.000}$  pour tout le pays. Cette étude est terminée. La seconde qui est assez avancée, concerne les bassins versants de l'Oued Zérouk.

Pour 1979, il est prévu une étude de traitement des bassins versants pour protéger les zones agricoles.

## 2.2.- Les travaux d'infrastructures hydro-agricole

En matière de création de nouveaux périmètres, les réalisations au cours des années 1977 et 1978 s'élèvent à 12.563 Ha sur 34.000 Ha prévus pour toute la période du Vè plan soit un taux de réalisation de 37 %. Pour 1979, il est prévu la création de 3.400 Ha, ce qui porterait le taux de réalisation à 47 %. Un effort important reste donc à faire pour les deux dernières années du Plan pour réaliser l'objectif fixé.

Le détail des réalisations 1977 et 1978 et des prévisions 1979 par opérateur et par région est consigné au tableau N° 6.

En matière d'assainissement, les réalisations ont porté sur 5.100 Ha au cours de 1977 et 1978 sur 17.100 Ha prévus pour le Vè Plan, soit un taux de réalisation de 36 %. Pour 1979, il est prévu l'assainissement de 3.900 Ha ce qui porterait le taux de réalisation à 58 %. Le rythme des réalisations suit donc une cadence normale et l'objectif du Vè Plan en la matière a de très fortes chances d'être atteint. Le détail par région des réalisations 1977 et 1978 et les prévisions 1979 est consigné au tableau N° 7.

Enfin en ce qui concerne le programme de sauvegarde et de réhabilitation, les réalisations ont porté sur 24.540 Ha sur 46.040 Ha prévus pour toute la période du Vè Plan soit un taux de réalisation de 53 %. Pour 1979, 6.250 Ha sont prévus ce qui porterait le total des réalisations à 30.790 Ha soit un taux de réalisation de 67 %. Les réalisations sont donc dans les normes du Vè Plan.

Le détail est consigné au tableau N° 8.

### 3/- LA POLITIQUE FONCIERE

Les principales actions prévues par le Vè Plan en matière de politique foncière sont les suivantes :

- L'apurement des 400,000 Ha restants de terres collectives,
- L'apurement des 72,000 Ha restants de terres habous à Enzel de gré à gré,
- L'immatriculation de 500,000 Ha de terres privées et la révision de certains textes législatifs relatifs au partage des successions agricoles, aux baux ruraux et la mise sous sequestre des terres insuffisamment exploitées,
- L'établissement de titres fonciers pour les terres domaniales non encore immatriculées,

#### 3.1.- Les Terres Collectives :

Sur les 400,000 Ha de terres collectives restant à apurer 200,000 Ha ont été apurés à la date du 30 Juin 1978. Les 200,000 Ha restants seront apurés d'ici 1980.

A signaler, toutefois, que si les travaux d'apurement avancent normalement, les attributions primitives des terres enregistrent une certaine lenteur. C'est ainsi que 597,505 Ha seulement ont été attribués sur un total de 1,229,990 Ha soit 47 %. Les procédures de délivrance des titres devraient donc être accélérées.

Le détail des réalisations par région est consigné au tableau N° 9.

#### 3.2.- Les terres habous soumises à Enzel de gré à gré

Le programme d'apurement a porté sur 10,120 Ha du 1er Janvier 1977 au 30 Juin 1978, 10,295 seront apurés d'ici fin 1978, ce qui porterait les superficies apurées à 20,415 Ha. Le programme 1979 portera sur 20,000 Ha.

A cette cadence le programme initial prévu pour être terminé en 1979 ne pourra l'être avec la fin du Vè Plan.

Le détail par région est consigné au tableau N° 10.

### 3.3.- Les périmètres publics irrigués :

Les réalisations de 1977 (7.050 Ha), probables en 1978 (6.440 Ha) et les prévisions en 1979 (6.877 Ha) permettront d'avancer que l'objectif prévu par le Vè Plan serait vraisemblablement atteint. La création de l'Agence de la Réforme Agraire dans les PPI est de nature à favoriser l'avancement des travaux prévus.

Le détail des travaux par périmètre pour 1978 et 1979 est consigné aux tableaux N° 11. et N° 12.

#### 4/- LA RECHERCHE, LA VULGARISATION, LA FORMATION ET LE CREDIT

##### 4.1.- La recherche agronomique :

Il semble à priori que les principaux éléments qui ont caractérisé la recherche lors de l'élaboration du Vè Plan subsistent encore. Ces éléments peuvent être résumés comme suit :

- une organisation imparfaite qui est à l'origine d'une dispersion des efforts de recherche.

- une concentration insuffisante sur les secteurs jugés prioritaires et sur les technologies adaptées aux entreprises de taille moyenne.

- une certaine faiblesse des moyens humains et financiers mis à sa disposition.

Par ailleurs, les principales orientations du Vè Plan en la matière n'ont pu être concrétisées. Ces orientations étaient les suivantes :

- une organisation verticale des institutions de recherche qui permettra une intégration structurelle de la recherche et de la formation, une concentration des efforts sur les secteurs prioritaires et une plus grande motivation des chercheurs. Dans ce cadre, il a été prévu le renforcement des instituts spécialisés de recherche existants (INAF, INRV, CNGR, INSTOP et IRA) et la création de nouveaux instituts (Grandes Cultures, Olivier, Betterave, Palmier, Dattier, Vigne).

- une priorité donnée aux technologies permettant d'accroître la productivité, créatrices d'emplois et adaptées aux petites et moyennes entreprises.

- La consolidation des stations de recherche existantes et la création de stations nouvelles dans les zones qui en sont dépourvues (zones intermédiaires, Nord, Ouest et Sud).

Les actions notables au cours de 1977-1978 concernent la promulgation du statut de l'INRAT et la création du Conseil Supérieur de la Recherche. Ce Conseil est appelé à traiter les problèmes de la recherche et de proposer des solutions pratiques dans le cadre des orientations du Vè Plan.

Les principaux acquis technologiques touchant la production végétale et animale sont donnés en annexe.

#### 4.2. - La vulgarisation :

Outre la vulgarisation de masse, le Vè Plan a essentiellement mis l'accent sur la concrétisation d'une vulgarisation rapprochée basée sur le principe d'un vis à vis unique de l'agriculteur. Par ailleurs, l'objectif assigné à la vulgarisation est de toucher annuellement 12.000 agriculteurs nouveaux tout en maintenant le contact avec les agriculteurs déjà touchés; Pour atteindre cet objectif, le plan a prévu la mise en place de 150 cellules territoriales de vulgarisation (CTV) dotés de moyens humains et financiers adéquats.

Depuis le début du Vè Plan et en vue de mettre en oeuvre une vulgarisation rapprochée ; 365 CTV ont été individualisées. Néanmoins, faute de toute infrastructure et moyens, elles n'ont pu être toutes installées. Seules 3 CTV ont été approuvées par le budget 1978. A signaler, toutefois que certaines CTV ont pu être consolidées par des équipements (motoculteurs, appareils de projection et petit matériel).

Par ailleurs, les principales actions de vulgarisation entreprises au cours de la campagne 1977-1978 sont les suivantes :

a/- Les Parcelles de démonstration :

	<u>NOMBRE</u>
- Grandes Cultures	21 Parcelles
- Cultures Industrielles	23 "
- Arboriculture	30 "
- Cultures Maraichères	91 "
- Cultures Florales	7 "

Ces parcelles ont été le lieu de journées d'information et de démonstration au profit des agriculteurs.

b/- Journées d'Information en dehors des parcelles de démonstration :

Un programme mensuel intitulé actions pilotes de vulgarisation a été mis en application durant cette campagne.

Ce programme avait pour but d'informer des agriculteurs une quinzaine de jour à l'avance avant chaque opération traitant des sujets particuliers à effet immédiat (recommandations, précautions à prendre, normes culturales...),

Les principaux sujets traités étaient :

- Désherbage
- Traitement des cultures
- Les soins culturaux
- Fertilisation
- Emploi des semences sélectionnées et des variétés à haut rendement
- Introduction de nouvelles espèces et variétés
- Introduction de nouveaux systèmes d'irrigation (économie de l'eau)
- Introduction des minitracteurs et motoculteurs dans les petites exploitations pour pallier au manque de la main d'oeuvre, économie de temps et de puissance et pour remplacer la traction animale dans une certaine mesure

c/- Séminaires, Journées d'information et stages destinés aux vulgarisateurs :

Pour mieux préparer les vulgarisateurs de base à jouer leur rôle de vulgarisateurs d'une manière convenable ; avant toute action.

inscrite au programme, la Direction de la Production Végétale a fait subir à certains de ses techniciens régionaux des stages d'apprentissage dans divers domaines à savoir :

- Le machinisme : - Emploi de la motoculture et d'autres nouvelles machines
- La Vulgarisation : - Emploi des moyens audio-visuels
- Arboriculture : - Pratique de la taille et du greffage  
- Aperçu sur la situation de l'oléiculture.
- Cultures Maraich. : - Les cultures sous serre, conservation de la pomme de terre.
- Défense des Cultu. : - Méthodes des transmissions par radio organisé avec la collaboration de la FAO sous forme de séminaire international.

d/- Formation de la main d'oeuvre spécialisée :

- Taille des arbres fruitiers : 3 701 candidats dont  
oliviers, vignes et agrumes 832 admis
- Greffage des arbres fruitiers : 203 candidats dont  
51 admis

Pour ce qui est des difficultés enregistrées il y a lieu de signaler::

- Les Difficultés budgétaires :

Certains projets pour être accomplis exigent une enveloppe budgétaire plus importante.

- L'insuffisance de moyens

Le rapport moyens de déplacement techniciens intervenants : 1/7 demeure insuffisant pour une vulgarisation réellement rapprochée

- Les techniciens chargés du contrôle de certains projets qui sont appelés à effectuer de longs déplacements souffrent de l'état des véhicules mis à leur disposition (genre 3 CV et 4 L)

**SUITE EN**

**F**

**2**



01890

MICROFICHE N°

République Tunisienne

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

CENTRE NATIONAL DE

DOCUMENTATION AGRICOLE

TUNIS

الجمهورية التونسية  
وزارة الزراعة

المركز القومي  
للتوثيق الفلاحي  
تونس

F

2

- L'insuffisance de supports de vulgarisation :

- Films 16 mm - Diapositives
- Fiches techniques.

#### 4.3. - La Formation

L'objectif de production assigné au secteur de la formation par le Vè Plan est de former 734 cadres du niveau d'ingénieurs (dont 152 au cours de 1977-1978), 1 306 ingénieurs adjoints (dont 450 au cours de 1977-1978), 1 695 Adjointes Techniques (dont 695 au cours de 1977 - 1978), 6 100 ouvriers spécialisés (dont 2 544 en 1977-1978) et le recyclage de 50.000 agriculteurs (20.000 en 1977-1978).

Les réalisations enregistrées en 1977 et 1978 permettent de dégager les constatations suivantes :

- Pour les cadres du niveau ingénieurs, le rythme de réalisations est inférieur aux prévisions. C'est notamment au niveau des vétérinaires (aucun sortant en 1977 et 1978, le plan ayant prévu pour ces deux années 33) et des ingénieurs principaux (13 sortants sur 29 prévus) que les réalisations sont loin des prévisions. Par contre, les ingénieurs des travaux de l'état formés dépassent les prévisions du plan (107 contre 90).

Un effort important reste donc à faire d'autant plus que les besoins sont surtout ressentis au niveau des cadres supérieurs.

- Pour les ingénieurs adjoints et les adjoints techniques, les réalisations sont dans les normes des prévisions (467 formés contre 450 prévus pour les ingénieurs adjoints et 696 formés contre 695 prévus pour les adjoints techniques).

- Les prévisions en matière d'ouvriers spécialisés ont été dépassées (2 800 formés contre 2 544 prévus).

La conclusion qui se dégage c'est qu'exception faite des vétérinaires et des ingénieurs principaux, le rythme des réalisations peut être considéré comme satisfaisant.

Le détail des réalisations de 1977-1978 et des prévisions de 1979 est consigné au tableau N° 13.

#### 4.4. - Le Crédit

Le Vè Plan a prévu la mise en oeuvre d'une nouvelle politique de crédit agricole, axée sur :

- des mesures d'ordre structurel dont notamment la gestion financière du crédit agricole aux institutions bancaires, la réservation du FOSDA au financement des besoins en crédit des petites et moyennes entreprises et l'élargissement au crédit à moyen et long terme l'effort de décentralisation.

- des mesures liées aux conditions d'octroi relatives au maintien de taux d'intérêt préférentiels pour le secteur agricole, à l'élargissement de l'octroi du crédit agricole aux activités situées en amont et en aval de la production agricole et à l'actualisation des montants de dépenses pris en considération pour tenir compte de l'évolution des coûts réels.

Après deux années du plan, les principales constatations à faire sont les suivantes :

- Certains crédits court terme continuent à être gérés par des offices. Ceci s'explique par le fait que les sociétés de caution mutuelle n'ont pas trouvé l'écho escompté de la part des agriculteurs et que la BNT n'est pas disposée à accorder des crédits court terme aux petits agriculteurs.

- Le FOSDA n'est plus réservé exclusivement aux gros agriculteurs, il s'oriente de plus en plus vers les petits et moyens exploitants.

- La décentralisation notamment celle du crédit court terme se concrétise. Les agences régionales de la BNT peuvent renouveler des crédits avec des clients ayant honoré intégralement leurs engagements sans passer par le siège.

- Des conditions avantageuses de crédit sont prévues pour les jeunes techniciens auxquels seront attribués des lots domaniaux. Des taux d'intérêt préférentiels et des délais de remboursement favorables leur seront appliqués.

#### 4.5. - Les Institutions :

Il y a lieu de signaler en plus de la création de l'office de développement intégré de la Tunisie Centrale, l'année 1979 verra la mise en place de cinq offices de développement hydro-agricole (Le Kef, Cap Bob, Kairouan, Gafsa, Médenine et Gabès). Par ailleurs, il est proposé la création de cinq offices régionaux des forêts. Enfin, le secteur des U.C.P. et des coopératives de service ferait l'objet de mesures de clarification et de consolidation.

3 - LES INVESTISSEMENTS

## LES INVESTISSEMENTS

### 1. - PRESENTATION DU BUDGET 1978 :

a/ Au niveau global: il faut signaler que pour l'année 1978, le Ministère de l'Agriculture a bénéficié d'une dotation (exprimée en termes de crédits de paiement) de 20,0 MD contre 15,6 MD en 1977 au titre des Investissements Directs soit une augmentation de + 28%. Cette augmentation est due principalement à la programmation de projets, de formation des cadres, de forêts et CES et d'hydraulique agricole (Projets d'irrigation de la plaine de Ghardimaou et d'Aménagement de Bou Heurtma III).

Pour les Opérations Financières, la dotation a été de 21,5 MD contre 12,7 MD en 1977. Cette augmentation est due principalement à la dotation octroyée à l'O.T.D. (2,5 MD) dans le cadre de son programme d'équipement et aux allocations accordées à la rubrique FOSDA (+ 2 MD) et aux réévaluations ayant affectées les projets de l'OMVVM et l'Office de l'Elevage.

L'année 1978 est donc caractérisée par un effort attendu de réalisation plus important que les années précédentes. Ceci est d'autant plus important que les crédits d'engagement alloués à l'Agriculture (Investissements Directs) ont passé de 12,6 MD à 22,4 MD soit + 77%. Cet effort est concrétisé notamment dans les secteurs de l'hydraulique et de la Formation des Cadres.

### b/ Réalisations du Budget 1978

Au niveau des paiements, les crédits sont ouverts en totalité. De même que pour les engagements mis à part les crédits non ouverts et dont le retard n'incombe pas au Ministère de l'Agriculture (Bou Heurtma II, acquisition de voitures et économies réalisées sur certains projets).

Les taux d'engagement et d'ordonnancement sont relativement faibles par rapport à ceux de l'année précédente, à la même date. Des retards sont constatés essentiellement au niveau des projets de formation des cadres, de constructions et d'hydraulique (Bou Heurtma II et Ghardimaou).

2.2. - PRESENTATION DU PROJET DU BUDGET 1979

a) Investissements Directs :

Les dotations inscrites au titre du budget de 1979 sont les suivantes.

	C. Programme	C. Engagement	C. Paiement
Projets en continuation	217	4.588	14.513
Projets nouveaux	10.324	10.324	5.000
<b>T O T A L :</b>	<b>10.541</b>	<b>14.912</b>	<b>19.513</b>

Par sous-secteur, la ventilation se présente comme suit:

	C. Engagement		C. Paiement		Total
	Continuation	Nouveau	Continuation	Nouveau	
Forêts et C.E.S.	-	6,0	2,0	2,6	4,6
Hydraulique	4,6	1,5	7,7	0,6	8,3
Formation, recherche et vulgarisation	-	1,6	1,6	0,8	2,4
Const. Administratives	-	0,4	2,9	0,2	3,3
Divers dont PAM	-	0,8	0,3	0,8	1,1
<b>T O T A L</b>	<b>4,6</b>	<b>10,3</b>	<b>14,5</b>	<b>5,0</b>	<b>19,5</b>

Il ressort des deux tableaux précédents que par rapport aux crédits d'engagement, les crédits de paiement sont plus importants et ce qui permettra de résorber un montant assez considérable des crédits ouverts en engagement et non ordonnancés au titre des gestions antérieures à 1979 soit 8 MD.

Les actions nouvelles, exceptés les chantiers nationaux des forêts et les travaux de CES, porteront surtout sur l'hydraulique (construction de lacs collinaires, création de forages, recherches et exploitation des nappes aquifères..) et sur la recherche la vulgarisation et la formation des cadres.

b. Opérations Financières :

Pour les opérations Financières, la dotation programmée au titre de 1979 s'élève à environ 26 MD (hors SONEDE) contre 21,5 MD accordée en 1978 soit une augmentation de 20%.

Ce budget se caractérise par les éléments suivants:

- L'inscription au profit de l'O.T.D. d'un crédit de 4 MD contre 2,5 MD accordé en 1978 pour la réalisation de son programme d'équipement et de constructions déjà entamé en 1978.

- L'inscription d'une allocation de 2,5 MD au profit du projet intégré de la Tunisie Centrale.

- L'octroi au FOSDA d'un crédit de 10 MD soit 2 MD de plus que 1978 et d'une prévision de remboursement de 4 MD d'où une disponibilité de 14 MD.

- Une diminution du volume des crédits octroyés à l'OMVVM à l'Office de l'Élevage et à l'Office de Jendouba due au fait que le budget 1978 comportait une composante "réévaluation" importante.

Le budget de l'OMVVM concerne notamment l'exécution des travaux d'infrastructure et de mise en valeur sur 5 200 Ha sur les périmètres de TESTOUR et Medjez El Bab, des activités de vulgarisation sur les différents PPI, et les travaux complémentaires d'infrastructure hydraulique.

Le Budget de l'Office de l'Élevage concerne surtout les projets en continuation (1.236.000 D) notamment le projet d'amélioration de l'élevage et des pâturages dans la région de Sejane par des travaux de mise en valeur. Le reste des projets concerne essentiellement des actions de promotion du secteur de l'élevage.

Pour ce qui est des actions nouvelles, il faut noter notamment la programmation des deux projets:

- La constitution d'un stock fourrager,
- L'implantation d'un réseau de collecte de lait.

La première action rentre dans le cadre d'une contribution de l'Etat à stabiliser le marché fourrager suite au déséquilibre structurel inhérent à l'activité fourragère. Celle ci est caractérisée par une insuffisance de la production fourragère au niveau de petites exploitations où l'élevage est très important et une production fourragère importante au niveau de grandes exploitations.

La deuxième action vise essentiellement à mettre en place un réseau de collecte et de réfrigération du lait produit dans les régions de la Basse Vallée de la Medjerda, Mateur et Grombalia.

- L'octroi d'une dotation d'environ 1,2 M.D aux Offices de Nebhana, Jendouba et Lakhmès pour des travaux d'infrastructure hydraulique et des actions de vulgarisation sur l'ensemble des périmètres.

c) Crédits Agricoles :

a) FOSDA

- Réalisations de 1978 :

La dotation de 1978 a accusé par rapport à 1977 une augmentation de 15 % (8,0 M.D contre 6,0 M.D de crédits frais)

Les réalisations de 1978 se caractérisent essentiellement par un rythme de déblocage rapide - Ceci est dû d'une part à une augmentation rapide du nombre de bénéficiaires et d'autre part à une progression importante dans le volume des demandes suite à un ajustement des tarifs intervenus au cours de 1977. (voir tableau n° .16..).

Par ailleurs, le montant de recouvrement a demeuré jusqu'à fin octobre à un niveau très faible puisqu'il n'a pas dépassé la somme de 1 M.D contre 3 M.D prévue pour l'année 1978.

L'analyse de la situation arrêtée au mois d'octobre fait ressortir que toutes les disponibilités en crédits pour 1978 ont été épuisées avec un dépassement d'environ 3 M.D.

Aux niveaux de l'affectation des ressources FOSDA aux différentes activités (voir tableau n° .17..) il y a lieu de noter une consommation très importante des crédits par l'aviculture pour laquelle il a été prévu initialement un fonds de 2 M.D et qui se trouve au 30/10/78

à un niveau de consommation de 4,7 M.D. Il faut également relever le dépassement réalisé par les plantations (1 M.D prévu contre 2 M.D réalisé au 31/10/78) à cause notamment des crédits affectés pour l'installation des serres.

Enfin, les crédits débloqués pour le Matériel Agricole, la pêche et le C.E.S sont conformes aux prévisions initiales.

- F.O.S.D.A 1979 :

Le budget 1979 a prévu pour le FOSDA une dotation de 10 M.D en crédits frais et un remboursement prévisible de 4 M.D. La répartition du fonds par activité est détaillée dans le tableau n°...15...

Malgré une augmentation de 25 % en crédits frais pour 1979 et à la lumière des déblocages réalisés jusqu'au 30/10/1978, un effort de remboursement est nécessaire au cours de l'année pour réaliser les 4 M.D pour éviter un déséquilibre important entre les besoins en crédits FOSDA et les ressources totales disponibles.

- Crédits bancaires :

- En ce qui concerne l'ensemble des crédits bancaires (FOSDA, BNT, BIRD, FSA, FAI, SIDA, PAM et OTD) les ressources débloquées jusqu'au 30 octobre 1978 s'élèvent plus que 21 M.D (voir tableau n°...18...). L'élevage et essentiellement l'aviculture a bénéficié de 23 %; 19 % pour le Matériel Agricole et 14 % pour les Céréales.

F) N N E X E

A N N E X EAVANCEMENT DES TRAVAUX DE L' I.N.R.A.To

D'une manière globale, les travaux entrepris à l'INRAT visent l'intensification de la production végétale et animale, répondant à l'objectif principal assigné par le Vè Plan au secteur agricole : l'autosuffisance alimentaire.

Les activités touchant à l'amélioration des plantes revêtent, dans ce cadre là, une importance capitale. Au cours de cette période l'accent a été mis sur la multiplication et la diffusion du matériel végétal sélectionné.

En Céréaliculture, les variétés de blé dur, Batri, Amal 72 et Maghrebi 72, lancées en grande culture depuis 2 années, ont donné d'excellents résultats. Les travaux de sélection du blé dur ont été poursuivis activement visant notamment la recherche d'une meilleure résistance aux maladies cryptogamiques et l'amélioration de la qualité technologique. Les croisements réalisés en 1978 ont été conçus pour répondre à ces deux critères principaux.

Pour le blé tendre plusieurs lignées prometteuses ont été retenues dans le schéma de sélection. Certaines variétés se sont montrées supérieures à la variété-témoin Carthage 74.

En Arboriculture fruitière les variétés sélectionnées et des hybrides nouveaux ont été multipliés au Centre du Mornag et largement diffusés auprès des pépiniéristes et arboriculteurs. Une riche collection d'hybrides a été mise en place dans les vergers de sélection. Elle intéresse des milliers d'hybrides créés par l'INRAT pour l'abricotier, l'amandier et le pommier. Ces programmes visent principalement la recherche de la précocité, d'une meilleure résistance aux maladies, de la qualité et de l'adaptation aux conditions agroclimatiques des différentes régions de Tunisie

./.

Les travaux menés sur la sélection des pistachiers de Mateur s'achèvent cette année. Ils <sup>ont</sup> permis une meilleure connaissance du matériel végétal et une identification sûre des types à propager. Ce matériel a été cédé à des pépiniéristes pour sa multiplication.

La sélection sanitaire sur les vignes de table a abouti à retenir des clones améliorés dans les variétés de Muscat. Une collection de référence des principales variétés de vigne a été établie à la Soukra. Elle constitue un outil de travail appréciable pour l'établissement du cadastre viticole en cours de préparation à l'Office du Vin.

En Cultures Maraichères les travaux d'amélioration ont abouti à la sélection de deux hybrides de tomate (Hasna et Fella) résistants au Verticillium - Fusarium - et nématodes et adaptés à la culture sous serre.

Les travaux sur la pomme de terre ont intéressé la production de plants, la conservation et la mise au point des techniques culturales optimales. Deux documents techniques sont en cours d'édition sur ces projets.

La variété de piment local Beldi sélectionné a été multipliée et distribuée à l'OMIVAN.

Des programmes de croisements sont en cours sur piment (hybrides adaptés à la culture sous serre) et melon et fakous (introduction de la résistance à l'oïdium).

Pour les Cultures Industrielles les activités d'expérimentation concernant le tournesol, le soja, le sésame, le carthame, le maïs et le coton et comportent notamment des essais variétaux. Les résultats de ces essais ont permis d'orienter le choix des variétés à retenir pour la production.

Sur le Tabac, à côté de la poursuite de l'expérimentation du tabac d'orient dans le sahel, deux hybrides stables ont été sélectionnées pour leur résistance au mildiou. D'un autre côté, un hybride précoce approprié à la récolte en tige ou à une récolte mécanisée est en cours d'essai à l'Arinna et à Kairouan.

Sur la betterave les essais comparatifs variétés monogermes -- polygermes, en irrigué ont montré que les premières ont un rendement plus faible (60 T contre 70 T /ha). Les essais variétaux repris chaque année à partir des variétés proposées par les différents établissements spécialisés, permettent de se fixer les variétés à retenir pour la culture.

Dans les activités liées à l'étude du milieu les travaux visent la mise au point de techniques agronomiques permettant l'amélioration de la production.

Dans les essais sur le précédent cultural du blé il se confirme que le maïs constitue un mauvais précédent par rapport à la betterave : 30 Qx contre 47 pour le blé tendre et 32 Qx contre 41,5 Qx pour le blé dur.

L'étude d'assolements intensifs (deux cultures par an) se poursuit comparativement aux assolements simples (une culture par an). Ces études sont principalement menées dans les périmètres irrigués de la Haute Vallée de la Medjerdah dans le but d'évaluer les potentialités des différentes cultures et de mettre au point un modèle optimum de culture continue dans ces périmètres. Au cours de ces deux dernières années les essais ont concerné surtout les espèces fourragères et maraichères, le travail du sol et les rotations des cultures.

Les essais de fertilisation sur betterave à sucre en irrigué ont montré que seul l'azote a influencé le rendement. L'augmentation de rendement est cependant accompagnée d'une diminution des qualités technologiques.

Sur les agrumes l'étude de la fertilisation par le diagnostic foliaire a donné de bons résultats. Des techniques identiques sont en cours de mise au point sur la vigne et d'autres espèces fruitières.

En matière d'irrigation les travaux visent en particulier l'étude des techniques d'économie de l'eau. Les essais d'utilisation du système goutte-à-goutte se poursuivent en essayant d'améliorer la filtration de l'eau et d'intégrer un système de fertilisation automatique.

Les travaux sur l'étude de la ramification et la croissance des arbres fruitiers (olivier en particulier) ont permis de dégager des éléments physiologiques pouvant constituer des tests rapides pour juger de l'adaptation des variétés. Sur l'olivier Chemlali et Chétoui une étude de la croissance et du développement intégrant les données climatiques est en cours de dépouillement. Elle permettra de définir les potentialités de production d'une variété en fonction du milieu.

Dans le secteur de la production fourragère et animale les activités concernant l'évaluation des potentialités fourragères dans les différentes zones du pays et l'amélioration de l'élevage bovin et ovin.

En cultures fourragères l'inventaire des espèces locales a abouti à la sélection de certains types de luzerne et de fétuque qui ont été mis dans le circuit de la multiplication sous forme de semences de base.

L'axe principal développé par les études sur les fourrages vise l'intensification des systèmes de culture.

Plusieurs mises au point de certaines techniques culturales (densité et époque de semis, fertilisation, lutte contre les mauvaises herbes) ont été faites sur le trèfle souterrain, le ray-grass et l'Orinithopus.

En matière d'élevage les études concernent les ovins, les bovins et la nutrition animale.

L'amélioration de la production ovine est abordée sous trois aspects différents : l'étude de la physiologie de la reproduction en vue d'utiliser des techniques permettant une accélération du rythme d'agnelage, la mise au point de modes de conduite des troupeaux (production laitière et engraissement) et l'amélioration génétique (sélection de reproducteurs et production d'élèves béliers à haut potentiel de croissance). Les résultats de cette activité et le contrôle des performances des troupeaux sont dans une première étape appliqués sur certaines fermes de l'O.E.P.

Sur les bovins le croisement d'absorption a permis une amélioration sensible de la production laitière. Le croisement Schwitz s'est avéré supérieur au Tarentais aussi bien pour le rendement en lait que celui en viande. De même plusieurs essais d'engraissement sont entrepris dans le but de fixer le niveau de complémentation en concentré ou en orge suivant les régimes alimentaires.

Les études sur la nutrition animale ont permis d'actualiser la table des valeurs alimentaires des principaux aliments du bétail disponibles en Tunisie. Cette table est largement utilisée par les fermes du secteur organisé et certains éleveurs avertis.

Dans le groupe de la Défense des Cultures le laboratoire de phytopathologie étudie principalement les maladies crythgamiques des cultures maraichères, des céréales, des cultures industrielles et de certaines espèces fruitières. La verticilliose affectant la tomate, le piment l'aubergine et le melon ne cesse de prendre de l'ampleur. Le greffage sur une solanée sauvage donne de bons résultats de résistance pour l'aubergine.

Deux nouvelles bactérioses ont été observées sur piment, de même deux nouvelles maladies sont signalées : le midiou du melon et cercosporiose du piment.

L'application de fongicides appropriés permet de lutter contre la maladie du pied noir de la tomate pour lequel les tuteurs jouent un rôle principal dans la conservation et la retransmission du parasite. Une fusariose, non signalée en Tunisie, est apparue sur pois-chiche. De même une nouvelle affection est apparue sur les Citrus au Cap-Bon. Les parasites isolés sont deux Fusarium. Des essais ont été installés dans le but de réaliser des inoculations pour s'assurer de l'effet de ces 2 Fusarium.

Les travaux de virologie ont abouti à l'épuration de 73 nouvelles familles, de divers virus. L'étude épidémiologique des virus transmis par vecteurs a permis de délimiter les zones favorables à la multiplication de semences et plants indemnes de virus : Oued Meliz, Nebeur et le Kef - Maktar.

En phytopharmacie les essais ont confirmé l'efficacité du bayleton contre l'oïdium des cucurbitacées. Le carbendazine s'est avéré aussi efficace que le benomyl à l'égard des moisissures des oranges.

Les travaux de l'Entomologie sur la cératite se poursuivent en mettant l'accent sur le piégeage de l'insecte en vue d'en préciser l'évolution dans les régions de Metline, Ras Djebel, Raf Raf et Ghar El Melh, et de mieux connaître le comportement de l'insecte dans les régions de Kélibia et du Sahel.

Sur la mouche de l'olive la piégeage a été étendu à de nouvelles régions. Des essais d'élevage, en laboratoire, d'Opius concolor, paédateur naturel de la mouche sont en cours.

Des élevages de la teigne de la pomme de terre ont été réalisés. Des irradiations d'oeufs et de nymphes de la teigne ont été faites et se poursuivront.

Dans le domaine de l'Economie Rurale trois axes de travail sont développés.

L'étude du comportement des agriculteurs de la région de Béjà face aux progrès techniques a permis de mettre au point un système d'enregistrement des données de production ainsi que deux modèles d'intervention qui ont fait l'objet de documents techniques.

de  
L'étude/l'intensification des systèmes de production en sec dans certaines UCP du Nord a fait l'objet d'une analyse intéressant cinq campagnes agricoles qui paraîtra sur les Annales de l'INRAT.

L'étude des comportements économiques des agriculteurs a intéressé 83 agriculteurs du Cap Bon. Les résultats des enquêtes ont fait l'objet de traitements informatiques basé sur l'analyse factorielle des correspondances et sont en cours d'interprétation.

Ces traitements des données sont réalisés par le laboratoire de biométrie qui analyse par ailleurs les données des essais des différentes expérimentations entreprises par les différents laboratoires.

Le programme de recherche prévu pour l'année 1979 comporte la continuation des travaux pour les thèmes évoqués plus haut.

Le programme d'amélioration des céréales, des espèces fruitières, maraîchères, industrielles et fourragères sera poursuivi. De nouveaux croisements répondant aux objectifs de chaque programme d'amélioration seront réalisés. Un effort particulier sera porté sur les activités concernant la multiplication et la diffusion du matériel végétal sélectionné.

Le programme de mise au point des techniques culturales visant l'intensification de la production agricole sera continué dans le cadre des objectifs fixés. Il concernera l'optimisation de l'utilisation de l'eau et des intrants, la rationalisation des rotations culturales, et la protection phytosanitaire efficace.

Le programme d'amélioration de la productivité des bovins et des ovins sera poursuivi et renforcé. Des essais seront entrepris sur les aliments du bétail et l'utilisation des sous-produits.

Les études à caractère économique, en cours de dépouillement permettront de dégager les actions qui sont de nature à améliorer la productivité .

L'infrastructure en cours d'achèvement (5 laboratoires) sera fonctionnelle 1979. Un effort devra être consenti à l'équipement de ces unités nouvelles ainsi qu'au recrutement du personnel.

De même le parc agricole des Stations expérimentales, notamment les grands centres d'élevage, nécessite un renouvellement.

Par ailleurs, la mise en place des nouvelles structures prévus au nouveau Statut de l'Etablissement permettra une meilleure coordination et contribuera à améliorer l'efficacité du travail des différentes disciplines de la Recherche Agronomique.

Le programme de mise au point des techniques culturales visant l'intensification de la production agricole sera continué dans le cadre des objectifs fixés. Il concernera l'optimisation de l'utilisation de l'eau et des intrants, la rationalisation des rotations culturales, et la protection phytosanitaire efficace.

Le programme d'amélioration de la productivité des bovins et des ovins sera poursuivi et renforcé. Des essais seront entrepris sur les aliments du bétail et l'utilisation des sous-produits.

Les études à caractère économique, en cours de dépouillement permettront de dégager les actions qui sont de nature à améliorer la productivité .

L'infrastructure en cours d'achèvement (5 laboratoires) sera fonctionnelle 1979. Un effort devra être consenti à l'équipement de ces unités nouvelles ainsi qu'au recrutement du personnel.

De même le parc agricole des Stations expérimentales, notamment les grands centres d'élevage, nécessite un renouvellement.

Par ailleurs, la mise en place des nouvelles structures prévus au nouveau Statut de l'Établissement permettra une meilleure coordination et contribuera à améliorer l'efficacité du travail des différentes disciplines de la Recherche Agronomique.

TABLEAUX

AUX PRIX CONSTANTS DE 1972

QUANTITE : EN 1 000 T  
VALEUR : EN MD

SPECULATIONS	PRIX 1972 D/T	1976		1977		1978		1979		CROISSANCE DE LA VALEUR DE LA PRODUCTION (EN %)		
		Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	78 p.R 77	79 p.R 77	79 p.R 78
<b>1.- CEREALICULTURE</b>		1 050	45,0	670	29,7	900	38,85	1 000,0	43,3	30,81	45,79	11,45
- Blé dur	48	700	33,6	480	23,0	570	27,36	650	31,2	18,96	35,55	14,04
- Blé tendre	43	110	4,7	90	3,9	150	6,45	150	6,5	55,38	66,67	0,78
- Orge	28	240	6,7	100	2,8	180	5,04	200	5,6	80,00	100,00	11,11
<b>2.- ARBORICULTURE</b>			75,9		55,1		69,5		55,6	23,89	+ 18,72	- 4,17
- Olives à Huiles	47	870	40,9	425	20,0	625	29,4	400	18,8	47,00	- 6,00	- 36,05
- Agrumes	53	163	8,6	160	8,5	220	11,6	170	9,0	36,47	5,88	- 22,42
- Raisin de cuve	41	83	3,4	86	3,5	70	2,9	140	5,7	- 17,14	+ 62,86	96,55
- Raisin de table	67	25	1,7	30	2,0	15	1,0	32	9,2	- 50	10	120
- Amandes	294	24	6,8	26	7,4	35	9,9	30	8,5	33,72	14,86	- 14,15
- Abricots	55	29	1,6	28	1,5	26	1,4	30	1,7	- 6,66	13,33	21,42
- Dattes	112	50	5,6	50	5,6	45	5,0	50	5,6	- 10,72	0	12,00
- Autres Fruits	92	80	7,3	83	7,6	90	8,3	89	8,1	9,21	6,58	- 2,41
<b>3.- CULTURES MARAICHERES</b>			41,0		41,7		43,3		46,4	3,84	11,27	7,16
- Pomme de terre	37	105	3,9	85	3,1	105	3,9	120	4,4	25,80	41,93	12,82
- Tomates	30	250	7,5	320	9,6	280	8,4	320	9,6	- 12,50	0	14,29
- Artichauts	53	13	0,7	14	0,7	16	0,9	18	1,0	28,57	42,86	11,11
- Piments	72	120	8,6	125	9,0	130	9,4	135	9,7	4,44	7,77	3,19
- Melons et Pastèques	36	250	9,5	210	8,0	230	8,7	240	9,1	8,75	13,75	4,60
- Autres légumes	40	170	10,8	280	11,3	300	12,0	315	12,6	6,19	11,50	5,00
<b>4.- ELEVAGE</b>			106,2		120,3		124,38		129,81	3,4	+ 8,5	+ 4,9
- Bovins	479	35	26,3	65	31,2	67	32,09	70	33,53	+ 2,8	7,5	+ 4,5
- Ovins	532	65	35,6	67	35,6	64	34,04	64	34,04	- 4,4	- 4,4	-
- Caprins	452	10	4,5	13	3,9	14,3	6,5	14	6,32	10,16	7,12	- 2,77
- Volailles	483	27	13,0	33	16,0	38,7	18,7	42	20,29	16,87	26,8	8,50
- Autres Viandes	225	5	1,0	5	1,0	5	1,0	5	1,13	0	13,0	13,0
- Oeufs (en mil de piè.)	25	376	9,4	450	12,2	510	12,75	600	15,00	4,51	23,0	17,55
- Lait	55	247	13,6	265	14,6	270	14,8	300	16,50	1,37	13,0	11,5
- Autres Prod. d'élev.	543	7	3,8	7	3,8	7	4,5	7	3,8	18,42	0	- 15,56
<b>5.- DIVERS</b>			12,1		10,6		11,2		12,97	6,67	23,52	15,80
- Fèves et Fèveroles	75	56	4,2	26	2,1	40	3,0	50	3,75	42,86	78,57	25,00
- Pois et Pois chiches	84	25	2,1	20	1,8	19,8	1,7	30	2,52	- 5,56	40,00	48,24
- Betterave à sucre	9,5	83	0,8	112	1,1	30	0,8	84,7	0,8	- 27,30	- 27,27	0
- Tabac	218	3,8	0,8	4,4	1,0	4,7	1,0	5,6	1,2	0	20,00	20,00
- Alfa	6	50	0,4	65	0,4	65	0,4	65	0,4	0	0	0
- Liège	33	11	0,3	10,4	0,3	10,4	0,3	10,4	0,3	0	0	0
- Autres produits	-	-	3,5	-	3,7	-	3,9	-	4	5,41	8,11	2,56
<b>6.- PECHE</b>		50 000	12,6	55 000	14,2	56 000	14,435	61 000	15,400	1,65	8,51	6,74
- au chalut	188	10 500	1,975	13 000	2,457	11 000	2,068	13 000	2,444	- 15,84	- 0,53	18,18
- Côtière	318	21 000	6,710	24 000	7,532	24 000	7,632	25 000	7,950	0	4,16	4,16
- au feu	108	15 700	1,700	15 000	1,620	17 000	1,836	18 500	1,998	13,33	23,23	8,82
- Lagunaire	420	1 000	0,420	1 200	0,500	1 200	0,500	1 300	0,546	0	9,20	9,20
- au thon	350	0 600	0,216	1 000	0,360	1 200	0,432	1 400	0,504	20,00	40,00	16,66
- aux crustacés	1 259	1 000	1,259	1 000	1,200	1 200	1,510	1 200	1,510	25,83	25,83	0
- aux éponges	3 871	0 075	0,290	0 070	0,270	0 090	0,348	0 090	0,348	28,88	28,88	0
- au corail	10 933	0 050	0,055	0 000	0,109	0 010	0,109	0 010	0,109	0	0	0
- coquillages	-	-	-	0 300	-	0 300	-	0 500	-	0	-	-
<b>TOTAL Agriculture + Pêche</b>			292,8		272,5		301,66		314,28	10,7	15,33	4,18

## // =) CTIONS FORESTIERES ET DE CES (EN HA)

	PREVISIONS 1977	REALISATIONS 1977	TAUX DE REALISATION .	PREVISIONS 1978	1 <sup>er</sup> REALISATION SEMESTRE 1978	TAUX DE REALISATION .	PREVISIONS 1979
<b>1/- PLANTATION</b>							
a) Reboisement	3,439	4,076	110,5	3,406	1,582	49,5	3,405
b) Fixation des dunes littorales	722	515	85,2	457	112	24,5	700
c) Fixation de dunes continentales	344	390	113,4	282	164	58	240
d) Installation de brise vent	-	-	-	30	7	23	-
e) Création de forêts récréatives	230	130	56,5	210	30	14	90
f) Plantation Pastorale	2,023	1,689	83,5	1,873	589	31	2,250
<b>2/ SAUVEGARDE DES PLANTATIONS</b>	4,134	7,226	175,8	3,147	3,519	111	3,110
<b>3/- CONSERVATION DES EAUX ET DU SOL</b>							
a) Terrassement et exutoires (manuel)	5,560	5,070	91,2	6,442	3,380	55	7,390
b) Terrassement et exutoires (meca)	-	-	-	3,383	608	17	4,310
c) Construction de Jessours	235	253,5	107,9	235	75,5	32	255
d) Lac collinaire	4	1	25	-	-	-	-
e) Service National	600	731	121,8	1,166	637	54,5	-
f) Barrage d'éversoir	1	1	100	-	-	-	-
g) Courbes de niveau bandes en herbées	-	-	-	-	-	-	2,000
<b>4/- SAUVEGARDE DES OUVRAGES EXISTANTS</b>	8,535	6,883	80,6	7,186	3,561	49,5	3,320
<b>5/- LUTTE CONTRE L'ENVAHISSEMENT DES SABLES</b>							
- Confection de Tabias	202 Kms	122,5	60,5	175 Kms	55 Kms	31	62
- Rhaussement de Tabias	395 Kms	337,5	85,4	453 Kms	142	31	175
- Parc nationaux et réserves de faune	-	-	-	-	-	-	5 unités
<b>6/- PROTECTION DE LA FORET</b>							
a) Ouverture de pare-feu	171 Kms	233,47	136,5	137 Kms	75 Kms	55,5	124
b) Entretien de pare-feu	701 Kms	748,6	106,8	975 Kms	818 Kms	84	800
c) Lutte contre les parasites	14,484	17,514	121,6	15,429	12,173	74	14,380
<b>7/- AMENAGEMENT DE L'ESPACE FORESTIER</b>	21,625	23,156	107,1				32,150
- Forêt				35,415	6,122	17	
- Pomarin				2,000	100	5	
<b>8/- INFRASTRUCTURE ROUTIERE</b>							
a) Ouverture de pistes	233 Kms	206,7	88,7	283 Kms	152 Kms	54	294 Kms
b) Entretien des voies existantes	895 Kms	1181,36	132	1,149 Kms	937 Kms	81,5	1,262 Kms

TABLEAU N° 3

SITUATION DES ETUDES D'AMENAGEMENT DES  
PARCOURS COLLECTIFS ET DOMANIAUX

NATURE FONCIE- RE DES PARCOURS	DESIGNATION DES PERIMETRES	SUPERFICIE ETU- DIEE ( HA )
Parcours collectifs	Cheninni (Tataouine)	40.700
	Douiret (Tataouine)	105.000
	Gafsa	1.985
	Beni Khedache (Cuest)	45.854
	SOUS TOTAL (1)	193.539
Parcours Domaniaux	Ferme Ennasr (Kairouan)	5.000
	Henchir Ben Zineb et Henchir Den Othman (Mahdia)	325
	El Grine Ouled Zaïr (Kairouan)	2.283
	Ouled Khalfallah (Kairouan)	403
	SOUS TOTAL (2)	8.011
TOTAL ( 1 + 2 )		201.550

TABLEAU N° 4

SITUATION DES VILLAGES FORESTIERS

°

GOUVERNORAT	DESIGNATION DES VILLAGES AMENAGES	NATURE DES ACTIONS ENTREPRISES
<u>KASSERINE</u>	BOU - DRIES	Construction de logements pour 75 bénéficiaires, équipement des bâtiments publics
	LAJRED	Construction de logements pour 63 bénéficiaires
<u>B E J A</u>	AIN SOBH	-Construction de 31 logements des bâtiments publics. -Ouverture de 3 Km de piste -Culture fourragères
	OULED GASMET	- Distribution de 25 logements - Ouverture de pistes - 25 Ha de cultures fourragères
<u>LE KEF</u>	TOUIREF	- Construction de 23 logements - 1 Centre d'artisanat et 1 dépôt pour matériaux - Installation des ruchers - Plantations arboricoles
	AIN BOU SBAH	- Construction d'1 Centre de tissage - 1 salle d'étude et de réunion - Installation de poulaillers et de ruchers - Cultures fourragères.
<u>JENDOUBA</u>	SOUK JEMAA	Construction de logements et de locaux publics
<u>SILIANA</u>	SODGA ET EL GARIA	En cours de réalisation

TABEAU N° 5

(—) ETUDES PEDOLOGIQUES

	REALISATIONS 1977	REALISATIONS PROBABLES 1978	PREVISIONS 1979
- <u>ETUDES D'INVENTAIRE</u>	40.000 Ha à El abeb- sa dans le gouverno- rat de Medenine au $\frac{1}{50.000}$	100.000 Ha à El Abebsa au $\frac{1}{50.000}$	
- <u>ETUDES DE DETAIL</u> - Périmètres irrigués	6.000 Ha à Nedjez et Testour au $\frac{1}{10.000}$  (1 <sup>ère</sup> tranche du PDEN)  18.000 Ha à Bou Heurtma au $\frac{1}{10.000}$  (tranche addition- nelle)	8.000 Ha au Cap Bon au $\frac{1}{10.000}$ (2 <sup>ème</sup> tran- che du P.D.E.N.)  Mornag (3 <sup>ème</sup> tranche du PDEN) études au $\frac{1}{20.000}$  terminées- études au $\frac{1}{10.000}$ à terminer  Plan Directeur des eaux du centre $\frac{1}{5.000}$  Sidi Sâari: délimi- tation des zones à irriguer 20.000 Ha au $\frac{1}{20.000}$  Djerid Nord: 800 Ha au $\frac{1}{5.000}$  Nefzaoua : 1000 Ha au $\frac{1}{5.000}$  Medenine: 2000 Ha prospectés au $\frac{1}{10.000}$  en vue de l'irri- gation	- Bouaradia : 20.000 Ha au $\frac{1}{20.000}$  PDEN 8.000 Ha à Mornag  Cap Bon central 1.000 Ha de petits périmètres  Sidi Sâad : 2.000 Ha au $\frac{1}{5.000}$  PDES : 1.000 Ha à terminer au Djerid et à Nefzaoua  Medenine : 1 500 Ha
- <u>ASSAINISSEMENT</u>		Plaines du Nord : 5 500 Ha au $\frac{1}{10.000}$ à Rouhia	Plaines du Nord 5 500 Ha au $\frac{1}{10.000}$

TABLEAU N° 6

## CREATION DE NOUVEAUX P.P.I.

( EN HA )

	OPERATEUR	SITUATION 1976	PREVISION Vè PLAN	REALISATIONS 1977 - 1978	PREVISIONS 1979
<b>N O R D</b>					
- Basse Vallée de la Medj.	OM/VM	28,589	2,933	2,933	-
- Plan Directeur des eaux au Nord (1ère tranche)	OM/VM	-	5,200	les travaux de génie civil à terminer vers la fin de 1978	Mise en équipe- ment de 1 400 Ha la mise en eau après 1979
- Kalâa Khasba	GR	-	100	100	-
- Bou Heurtma Ph. I	EGTH	1,000	9,000	7,500	1,500
- Bou Heurtma Ph. II	EGTH	-	8,000	- (1)	- (1)
- Ghardimaou	EGTH	150	4,860	250	- (2)
- Oued Miliane :	EGTH	550	200	200	-
El Haouaria					
Chiba		510	-	280	80
- Bir M'chergua	EGTH	-	-	200	- (3)
- Badrouna	EGTH	3,200	-	-	-
- Lakhmès	"	1,200	-	-	-
- Nabeul	"	1,509	-	-	-
- Ouchtata	"	260	-	-	-
- Hammam Bourguiba	"	67	-	-	-
<b>S/TOTAL NORD</b>		<b>37,035</b>	<b>30,283</b>	<b>11,463</b>	<b>2,930</b>
<b>CENTRE ET SUD</b>					
- Projet pilote développe- ment intégré Tunisie C.	OM/VM	-	667	190 (Abdessadok) 1	170: Meknassi Foussana, Abdessadok 1 et 2
- Nebhana	EGTH	4,460	700	700	-
- Projet Tunisie Centrale	GR	14,386	-	-	-
- Sousse (hors Nebhana)	GR	1,167	-	-	-
- Sfax	"	327	-	-	-
- Oum Laksab	"	-	100	100	-
- Aïn Média	"	-	210	210	-
- Chenchou	"	425	100	annulé	-
- Plan directeur des eaux du sud	"	-	2,000	-	250
<b>S/TOTAL CENTRE SUD</b>		<b>20,764</b>	<b>3,777</b>	<b>1,100</b>	<b>420</b>
<b>TOTAL P.P.I</b>		<b>57,799</b>	<b>34,060</b>	<b>12,563</b>	<b>3,400</b>

- (1) = En attente extension de la sucrerie de Béja  
(2) = " " du financement  
(3) = attente du résultat de la parcelle d'essai de 200 Ha

TABLEAU N° 7

F) SSAINISSEMENT ( EN HA )

°

GOUVERNORAT	PREVISIONS Vè PLAN		REALISATIONS 77/78		PREVISIONS 1979
	EN COURS	NOUVEAUX	EN COURS	NOUVEAUX	
TUNIS ( Abiana )	-	900	-	-	900
ZAGHOUAN ( Pont du Fahs )	-	1.500	-	-	-
BIZERTE ( 2 périmètres )	2.000	3.000	2.000	-	-
NABEUL ( Zabous )	-	500	-	-	500
BEJA ( Goubellat )	-	1.500	-	-	-
JENDOUBA	2.000	-	2.000	-	-
LE KEF	1.500	-	1.500	-	-
SILIANA ( Rouhia )	-	4.000	-	500	2.500
MONASTIR	100	-	100	-	-
<u>TOTAL :</u>	5.500	11.500	5.600	500	3.900

TABEAU N° 8

AUVEGARDE ET REHABILITATION (HA)

o

	OPERATEUR	PREVISIONS Vè PLAN	REALISATIONS 1977-1978	PREVISIONS 1979
<u>NORD</u>				
- Sauvegarde des agrumes du Cap Bon	OMVM	6.000	-	- études en 1979 - travaux en 1980
- Réhabilitation	OMVM	20.000 (1)	14.000	2.000
<u>CENTRE ET SUD</u>				
- OMVM/ PPI	OMVM	10.500 (2)	7.350	1.050
- Deguèche	GR	570	570	-
- Kebili et Mansourah	GR	1.800	1.800	-
- Plan Directeur des eaux du sud	GR	6.000	70	3.160 (3)
- Oued Derb	GR	750	750	-
<b>TOTAL :</b>		<b>46.040</b>	<b>24.540</b>	<b>6.240</b>

(1) Les réalisations en termes physiques sont aussi proportionnelles et avancent conformément au planning d'exécution du projet qui prend fin en 1981 ; ont porté sur :

- L'assainissement et le drainage achevés à 100 %
- Les travaux de bitonnage de routes " " "
- Les travaux de curage du grand canel " à 50 %
- Acquisition de matériel d'exploitation  
(commandée et livrée à 80 %)
- Acquisition de genisses pleines réalisée
- Remise en état des réseaux d'irrigation " en cours
- Bâtiments collectifs et logements de vulgarisateurs :  
achevés à 65 %

(2) Les réalisations physiques atteignent 70 % environ, et ont intéressé les périmètres de :

- Kasserine { achevé à 100 % }
- Kairouan { " " }
- Sidi Bouzid { " " }
- Sbiba { " à 80 % }

Le programme restant à faire concerne principalement les régions du Cap Bon et de Gabès - Medenine.

(3) Il s'agit de la première phase du P.D.E.S. qui consiste en la création de forage et l'aduction d'eau entête d'Oasis.

GOUVERNORAT	Superficie total à attribuer		Total des réalisations jusqu'au 31.12.1977		Attribution réalisées au cours du 1 <sup>er</sup> semestre 1978		Total des réalisations jusqu'à fin 1978		Superficie par décret jusqu'à fin Juin 1978		Nombre de titres établis jusqu'à fin Juin 78		Programme 1978	
	C.G.	C.T.R.	C.G.	C.T.R.	C.G.	C.T.R.	C.G.	C.T.R.	C.G.	C.T.R.	C.G.	C.T.R.	C.G.	C.T.R.
MAHDIA	118.394	65.957	48.986	17.494	10.534	17.494	75.501	55.480	53.741	718	20.000	27.000	20.000	27.000
NABEUL	2.869	2.869	-	-	-	-	2.869	-	-	-	-	2.869	-	2.869
SOUSSE	15.000	11.000	7.390	2.047	775	2.047	11.775	9.437	7.399	188	5.000	8.510	5.000	8.510
BIZERTE	18.000	2.359	2.359	2.577	2.577	2.577	4.936	4.235	33	33	5.000	2.500	5.000	2.500
GAFSA	200.000	172.000	126.309	33.348	26.612	33.348	198.612	159.657	127.597	5.927	20.000	55.600	20.000	55.600
MEDENINE	145.000	98.210	73.795	4.242	5.983	4.242	104.193	78.037	53.007	11.007	15.000	35.000	15.000	35.000
GABES	190.000	130.000	108.000	13.901	5.895	13.901	135.896	78.829	78.829	11.702	20.000	37.000	20.000	37.000
KASSERINE	150.000	117.000	69.756	47.430	12.000	47.430	129.000	117.191	71.748	7.083	20.000	57.000	20.000	57.000
SIDI BOUZID	300.000	250.268	214.412	7.825	23.278	7.825	283.546	222.237	158.344	9.272	20.000	56.000	20.000	56.000
MONASTIR	3.727	3.727	3.727	-	-	-	3.727	3.727	2.124	40	-	-	-	-
KAIROUAN	68.000	49.531	31.427	-	-	-	49.531	31.427	31.501	3.183	18.369	24.000	18.369	24.000
SILIANA	18.000	18.000	18.000	-	-	-	18.000	18.000	12.972	304	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>1.229.990</b>	<b>931.031</b>	<b>704.161</b>	<b>87.655</b>	<b>128.869</b>	<b>1.018.686</b>	<b>1.833.030</b>	<b>597.506</b>	<b>49.457</b>	<b>143.369</b>	<b>305.579</b>	<b>143.369</b>	<b>305.579</b>	<b>305.579</b>

C.G. : Conseil de Gestion

C.T.R. : Conseil de tutelle régionale

(F) PURÈMENT DES TERRES HABOUS SOUMISES EN ENZEL

°

	REALISATION 1977 ( HA )			PREVISIONS 1978 (HA)			REALISATIONS 1 <sup>er</sup> SEMESTRE 1978 (Ha)		
	Levés topo	Apurement foncier	Etablissement de contrats	Levés topo	Apurement foncier	Etablissement de contrats	Levés topo	Apurement foncier	Etablissement de contrats
SFAX	4.000	1.100	38.000	10.000	8.000	14.000	-	4.000	5.200 Ha
KAIROUAN	-	1.920	1.153	500	900	8.610	-	400	-
SIDI BOUZID	7.319	-	1.194	8.495	8.495	20.553 (2.000 contrats)	2.700	2.700	521 contrats

Prévisions de l'année 1979 :

- Levés parcelaires : 22.000 Ha
- Enquêtes : 20.000 Ha
- Etablissement des titres de propriété : 20.000 Ha

TABLEAU N° 11

// -) VANCEMENT DES TRAVAUX DE LA  
REFORME AGRAIRE DANS LES P.P.I. : 1978.

°

PERIMETRES	SUPERFICIE	ENQUETES FONCIERES ET SOCIALES	ELABORATION DU PROJET .	MISE EN PLACE DES AGRICULTEURS.
SIDI B. ALI	750	750	400	400
MOKNINE	156	156	-	156
GHARDIMADOU	5.400	5.400	-	5.400
SAHLINE	173	173	-	173
BEMBLA	300	300	391	-
MEDJEZ EL BAB, TESTOUR	5.200	5.200	-	-
CAP BON	5.400	5.400	-	-
BOU HEURTMA	5.000	5.000	-	-
<u>TOTAL :</u>	22.379	22.379	791	6.440

**F) PROGRAMME 1979 DES TRAVAUX DE LA REFORME**

**AGRAIRE DANS LES P P I**

0

PERIMETRES	ENQUETES FONCIERES ET SOCIALES	ELABORATION DU PROJET	MISE EN PLACE DES AGRICULTEURS	OBSERVATIONS
BOU HEURTMA III	-	2 700 Ha	2 700 Ha	5 000 Ha prévus
BOU HEURTMA IV	5 300 Ha	-	-	
TESTOUR-MEDJEZ	-	5 200 Ha	3 000 Ha	
CAP - BON	2 000 Ha	3 000 Ha	-	5 400 Ha prévus
TEBOULBA	175 Ha	175 Ha	175 Ha	
BEKALTA	363 Ha	353 Ha	363 Ha	
SIDI BOU ALI	350 Ha	350 Ha	350 Ha	
AKOUDA	209 Ha	209 Ha	209 Ha	
BEMBLA	80 Ha	80 Ha	80 Ha	
<b>T O T A U X</b>	<b>8 477 Ha</b>	<b>12 477 Ha</b>	<b>6 877 Ha</b>	

## EFFECTIF DES SORTANTS DE 1977-1978

## ET PREVISIONS 1979

---°---

NIVEAU	ANNEE	1977	1978	PREVU 1979	OBSERVATIONS
VETERINAIRE		-	-	75	
INGENIEUR PRINCIPAL		8	5	5	
INGENIEUR DES TRAVAUX DE L'ETAT		67	40	70	
INGENIEUR ADJOINT		222	245	280	
ADJOINT TECHNIQUE		309	387	430	40 % environ des élèves diplômés sont orientés vers les études supérieures
OUVRIER SPECIALISE		1 200	1 600	2 300	

II A B L E A U N° 14

OPERATIONS FINANCIERES

--°--

UNITE : EN 1

O R G A N I S M E	CREDITS VOTES AU TITRE DE 1978	PREVISIONS PO 1979
- OMVVM - PPI	5.741,000	4.468,000
- Office de l'Elevage et des Pâturages	2.985,000	2.357,000
- F.O.S.D.A	8.000,000	10.000,000
- Office de Lakhmès	159,000	217,000
- Office de Nebhana	197,000	382,000
- Office de Jendouba	422,000	631,000
- S.O.N.A.P.R.O.V	150,000	484,000
- O.T.D	2.500,000	4.000,000
- Institut des Zones Arides	354,000	385,000
- Société Nationale des Motocultures	-	120,000
-- ARAPPI	-	415,000
- Office de la Tunisie Centrale	-	2.500,000
- Office des PPI (crédit en nature)	1.000,000	-
<u>T O T A L :</u>	21.508,000	25.959,000

TABLEAU N° 15

O . S . D . A

ACTIONS	1976	1977		1978		1979	OBSERVATIONS
		Prévisions	Débloccages	Prévisions	Débloccages du 1/1 au 30/10		
- Projet PAM 482	2.406	2.000	900	1.500		1.000	
- FAI	84	100	5	100		50	
- FOSEP	2.280	2.400	2.122,4	2.200		2.500	
- Programme SIDA	105	200	166,5	200		200	
- Mise en Valeur des PPI All (FAPI)	-	-	31,5	150		100	
- Projet TN BIRD (Remise en état de réseau d'irrigation).	-	200	36,5	500		700	
- FOSDA U.S (Cheptel + Const. étables)	-	-	-	-		750	
- <u>FOSDA GENERAL</u>	<u>4.629</u>	<u>4.600</u>	<u>7.392</u>	<u>6.350</u>		<u>8.700</u>	
1) <u>Elevage</u>	<u>(1.315)</u>	<u>(1.300)</u>	<u>(2.181)</u>	<u>(2.000)</u>		<u>(2.850)</u>	
- Aviculture (const. Mat <sup>1</sup> et Cheptel)	(732)	-	(1.909)	-		(2.500)	
- Apiculture (ruches, abeilles et matériels)	(7)	-	(5)	-		(50)	
- Cheptel (bovins d'import. et locaux ovins, caprins, porcins).	(576)	-	(267)	-		(300)	
2) <u>Matériel Agricole</u>	<u>(1.375)</u>	<u>(1.500)</u>	<u>(1.999)</u>	<u>(1.500)</u>		<u>(2.400)</u>	
- Tract. et M. Betteuses	(625)	-	(889)	-		(700)	
- Autres mat y compris groupes moto-pompes	(738)	-	(971)	-		(1.500)	
- Révision de matériel	(7)	-	(8)	-		-	
- Divers (Bassins-Citernes)	(5)	-	(131)	-		(200)	
3) <u>Plantation</u>	<u>(576)</u>	<u>(500)</u>	<u>(862)</u>	<u>(800)</u>		<u>(1.600)</u>	
4) <u>Irrigation</u>	<u>(603)</u>	<u>(600)</u>	<u>(1.098)</u>	<u>(800)</u>		<u>(1.000)</u>	
5) <u>Habitat + Const. Rurales</u> (y compris Const. étables)	<u>(69)</u>	<u>(150)</u>	<u>(200)</u>	<u>(250)</u>		<u>(500)</u>	
6) <u>Production fourragère</u>	<u>(33)</u>	<u>(-)</u>	<u>(13)</u>	<u>(-)</u>		<u>(50)</u>	
7) <u>Traction Animale</u>	<u>(595)</u>	<u>(500)</u>	<u>(750)</u>	<u>(800)</u>		-	
8) <u>Forêts et C.E.S</u>	<u>(63)</u>	<u>(50)</u>	<u>(289)</u>	<u>(200)</u>		<u>(300)</u>	
<b>TOTAL :</b>		9.500 <sup>(1)</sup>		11.000		14.900	
dont remboursement :	9.504	(2.500)	10.654	(3.000)		(4.000)	(1) dont 1.000.000 <sup>D</sup> reliquat de 76 (réduction opérée au niveau du projet PAM 482)

TABLEAU N° 16

SITUATION CUMULATIVE DES CREDITS F.O.S.D.A

EFFECTUES AU COURS DE LA PERIODE ALLANT DU 1er JANVIER AU 31 OCTOBRE 1978

NATURE DES FONDS	COURT TERME		MOYEN TERME		LONG TERME		TOTAL		TOTAL GENERAL
	PRETS	SUBVENTIONS	PRETS	SUBVENTIONS	PRETS	SUBVENTIONS	PRETS	SUBVENTIONS	
<b>1/ ELEVAGE</b>			930.116,843	146.402,322	3.109.687,726	309.363,105	4.039.804,569	475.765,427	4.515.569,996
- Aviculture(Construc, Maté.)	-	-	811.082,939	127.240,441	3.004.991,752	314.140,887	3.816.074,691	441.381,318	4.257.456,009
- Apiculture(Ruches, Abeilles, matériels)			25.684,960	3.969,280	-	-	26.684,960	3.969,280	29.654,240
- Cheptel(Bovins d'imp, et locaux, ovins locaux, Caprins et porcins)			90.282,944	14.754,611	-	500,000	90.282,944	15.254,611	105.537,555
- Production Animale									
- Batiment			3.066,000	438,000	104.675,974	14.722,218	107.761,974	15.160,218	122.922,192
<b>2/ MATERIEL</b>			1.725.265,096	376.344,463	55.486,466	112.021,373	1.780.751,562	488.365,836	2.269.117.398
- Tracteur et moissonneuses Batteuses			436.680,580	91.404,801	-	-	436.680,580	91.404,801	528.085,381
- Autres matériel y compris groupes motopompes			1.237.998,356	274.380,748	55.486,466	111.867,473	1.293.484,822	386.248,221	1.679.733,043
- Revision Matériel			50.397,0	10.520,744	-	-	50.318,970	10.520,744	60.839,714
- Divers			267,190	38,170	-	153,900	267,190	192,070	459,260
<b>3/ PLANTATIONS</b>			464.065,281	127.319,789	416.391,542	374.505,321	880.459,823	501.825,110	1.382.284,933
<b>4/ IRRIGATION</b>			424.982,424	94.478,038	206.980,779	314.264,387	408.742,425	631.963,203	1.040.705,628
<b>5/ M. CONSTRUCTION RURALE</b>			1.074,914	368,728	71.133,050	296.014,200	72.207,964	29.382,928	368.590,892
<b>6/ PRODUCTION FOURRAGERE</b>			-	-	5.909,000	15.161,350	5.909,000	15.161,350	21.070,350
<b>7/ TRACTION ANIMALE</b>			21.330,500	3.035,000	-	-	21.330,500	3.035,500	24.365,500
<b>8/ FORETS ET C.E.S</b>			-	7.463,083	10.950,992	292.442,364	299.905,447	10.950,992	310.856,439
<b>TOTAL :</b>			3.566.835,058	755.411,423	3.876.542,555	1.733.772,100	7.443.377,613	2.489.183,523	9.932.561,136
I/ PROJET PAM	70.000,000		649,450	10.499,100	523.375,255	386.132,000	594.024,705	396.631,100	990.655,805
II/ PAI			795,522	198,880	-	-	795,522	198,880	994,402
III/ FOSEP			609.832,056	140.805,260	835.209,670	146.788,051	1.445.041,226	287.593,311	1.732.635,037
IV/ PROGRAMME SIDA	365.073,674		21.681,000	-	195,000	-	386.948,674	-	386.948,674
V/ MISE EN VALEUR DE PPI (F.A.O)			27.403,997	5.559,112	19.830,352	2.762,931	47.234,989	8.322,043	55.557,032
<b>TOTAL GENERAL :</b>	435.073,674		4.227.196,083	912.473,775	5.255.153,472	2.269.455,081	9.917.423,229	3.181.928,856	13.099.352,085

## CREDITS F O S D A PAR SECTEUR D'ACTIVITE

UNITE : EN DINARS

NATURE DES FONDS	COURT TERME		MOYEN TERME		LONG TERME		T O T A L		TOTAL GENERAL
	PRETS	SUBVENTIONS	PRETS	SUBVENTIONS	PRETS	SUBVENTIONS	PRETS	SUBVENTIONS	
ELEVAGE + PRODUCTION FOUR.			952,215,843	146,462,322	3,254,346,518	426,345,286	4,206,963,461	572,807,608	4,779,771,070
PLANTATION			473,515,281	134,438,800	806,015,897	679,689,420	1,279,532,178	813,128,220	2,092,660,398
HYDRAULIQUE			444,309,142	98,937,924	206,980,779	314,264,387	651,289,921	413,202,311	1,064,488,232
MATERIEL AGRICOLE			1,733,547,897	377,373,689	55,486,465	112,021,373	1,789,134,363	489,395,062	2,278,529,425
PECHE			609,832,056	140,805,260	835,209,670	146,788,151	1,445,041,726	287,593,311	1,732,635,037
C E S			-	7,463,083	10,950,992	292,442,364	299,905,447	10,950,992	310,856,439
CONSTRUCTION			74,914	458,728	79,953,050	297,904,200	80,927,964	298,272,928	379,200,892
TRACTION ANIMALE			22,040,500	3,125,000	-	-	22,040,500	3,125,000	25,165,500
DIVERS	435,045,080	-	-	-	-	-	435,045,080	-	435,045,080
<b>T O T A L :</b>	435,045,080	-	4,235,635,635	906,974,806	5,249,244,472	2,269,455,181	9,921,926,185	3,178,429,987	13,099,352,085

T A B L E A U : N° 10

SITUATION CUMULATIVE DES CREDITS DEBLOQUES A LA B.N.T  
EFFECTUES AU COURS DE LA PERIODE ALLANT DU 1er JANVIER AU 30 SEPTEMBRE 1978

NATURE DES FONDS	COURT TERME		MOYEN TERME		LONG TERME		TOTAL		TOTAL GENERAL
	PRETS	SUBVENTIONS	PRETS	SUBVENTIONS	PRETS	SUBVENTIONS	PRETS	SUBVENTIONS	
1/ CEREALES	2.948.407,850	-	-	-	-	-	2.948.407,850	-	2.948.407,850
2/ CULTURES INDUSTRIELLES BETT.	133.940,000	-	-	-	-	-	133.940,000	-	133.940,000
3/ CULTURE S MARAICHERES	1.059.269,841	-	-	-	-	-	1.059.269,841	-	1.059.269,841
4/ PLANTATIONS			473.515,281	134.433,800	876.700,522	708.156,421	1.350.215,803	842.595,221	2.192.811,024
5/ ELEVAGE	<u>356.640,000</u>		<u>967.441,343</u>	<u>146.499,822</u>	<u>3.126.682,718</u>	<u>330.401,827</u>	<u>4.450.764,061</u>	<u>476.901,649</u>	<u>4.927.665,710</u>
- Aviculture(Construc. Maté.)			811.082,939	127.240,431	3.005.240,752	314.306,887	3.816.323,691	441.547,318	4.257.871,009
- Apiculture(Ruches,Abeil.Mat)			25.684,960	3.969,280	-	-	25.684,960	3.969,280	29.654,240
- Cheptel (Bovins d'import. et locaux, ovins locaux, caprins et porcins)			127.344,944	14.814,611	195,000	500,000	127.539,944	15.009,611	142.549,555
- Production Animale	356.640,000	-	-	-	-	-	356.640,000	-	356.640,000
- Bâtiments	-	-	3.328,500	475,500	121.246,966	15.594,940	124.575,466	16.070,440	140.645,906
6/ PRODUCTION FOURRAGERE			-	-	139.412,900	95.943,250	139.412,900	95.943,250	235.356,150
7/ TRACTION ANIMALE			22.040,500	3.125,000	-	-	22.040,500	3.125,000	25.165,500
8/ MATERIEL			<u>3.456.383,923</u>	<u>463.018,399</u>	<u>55.486,466</u>	<u>112.021,373</u>	<u>3.511.870,389</u>	<u>575.039,772</u>	<u>4.086.910,161</u>
- Tracteurs et Moisson. Batt.			1.932.132,870	170.161,562	-	-	1.932.132,870	170.161,562	2.102.294,432
- Autres matériels y compris groupe motopompes			1.473.664,893	282.297,923	55.486,466	111.867,473	1.529.151,359	394.165,396	1.923.316,755
- Révision matériel			50.318,970	10.520,744	-	-	50.318,970	10.520,744	60.839,714
- Divers			267,190	38,170	-	153,900	267,190	192,070	459,260
9/ IRRIGATION			545.161,756	121.953,459	207.520,779	314.264,387	752.682,535	436.217,846	1.188.900,381
10/ HABITAT. + CONSTR. RURALES			1.074,914	368,728	81.353,050	297.904,200	82.427,964	298.272,928	380.700,892
11/ FORETS ET C.E.S			-	7.463,083	10.950,992	292.442,364	299.905,447	10.950,992	310.856,439
12/ PECHE	35.100,000		804.792,296	179.797,290	835.209,670	146.788,051	1.675.101,966	326.585,341	2.001.687,307
13/ DIVERS	1.682.278,000								1.682.278,000
<b>TOTAL :</b>									<b>21.173.949,255</b>

**FIN**

**98**

**VUES**